



PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 17 OCTOBRE 2025

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR



| | |
|---|----|
| 1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 27 juin 2025 | 3 |
| 2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le..... | 4 |
| Conseil d'Administration..... | |
| 3. Décision modificative n°1 - Budget principal du C.C.A.S..... | 4 |
| 4. Décision modificative n°1 - Budget résidences autonomie..... | 10 |
| 5. Décision modificative n°1 - budget C.L.I.C. de Rouen..... | 14 |
| 6. Décision modificative n°1 - Budget prestataire..... | 17 |
| 7. Budget S.S.I.A.D. - Affectation définitive des résultats 2023 sur l'exercice 2025..... | 19 |
| 8. Décision modificative n°1 - Budget S.S.I.A.D. | 21 |
| 9. Budget E.S.A. - Affectation définitive des résultats 2023 sur l'exercice 2025..... | 24 |
| 10. Décision modificative n°1 - Budget E.S.A. | 26 |
| 11. Budget primitif 2026 - Résidences autonomie..... | 27 |
| 12. Tarifs 2026 des redevances en résidences autonomie | 32 |
| 13. Budget primitif 2026 - C.L.I.C. de Rouen..... | 34 |
| 14. Avenant n° 2 à la convention entre la Préfecture de la Seine-Maritime et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Rouen pour la transmission électronique des actes soumis au représentant de l'Etat - Autorisation signature | 37 |
| 15. Convention de mise à disposition de moyens au titre du Programme de Réussite Éducative - Autorisation signature..... | 38 |
| 16. Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens service prestataire | 40 |
| 17. Convention de partenariat entre le C.C.A.S. de Rouen et l'association Unis-Cité | 42 |
| 18. Demande de subvention de fonctionnement du CLIC des Aînés au Département pour l'année 2026..... | 44 |
| 19. Convention de partenariat entre le CLIC et l'A.S.P.T.T. | 45 |
| 20. Demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités - Domiciliation - Autorisation signature..... | 46 |
| 21. Demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités - Chaloupe - Autorisation signature..... | 47 |
| 22. Convention de subvention accordée par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de l'année 2025 - Chaloupe - Autorisation signature. | 48 |
| 23. Convention de collaboration C.C.A.S. de Rouen - EDF - Autorisation signature..... | 49 |

Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE.



Étaient présents : Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés : Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés : Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 17 octobre 2025. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



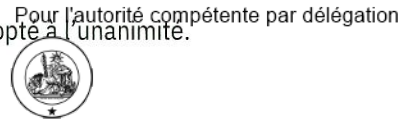
Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. informe les membres du Conseil d'Administration que la transmission de deux annexes budgétaires a été omise lors de l'envoi du dossier du Conseil d'Administration aux Administrateurs (Décisions Modificatives n° 1 budget résidences autonomie et prestataire).

Celles-ci ont fait l'objet d'une régularisation et étaient consultables, via l'application NOMAD, avant la séance.

Les membres du Conseil d'Administrations acceptent à l'unanimité que les deux délibérations en question soient soumises au vote.

1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 27 juin 2025

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 27 juin 2025 est adopté à l'unanimité.



2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président, à sa Vice-Présidente et à sa Vice-Présidente déléguée lors de la séance du jeudi 25 avril 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période des mois de juin, juillet, août et septembre 2025.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Prend acte des comptes rendus annexés

Présentation du PowerPoint relatif au budget principal et aux budgets annexes par le chargé de mission budgétaire du C.C.A.S. de Rouen en annexe du présent procès-verbal.

3. Décision modificative n°1 - Budget principal du C.C.A.S.

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative n°1 du budget principal 2025 du C.C.A.S. a pour objet de réviser les prévisions effectuées lors du vote du budget initial. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 7 907 212,21 € soit -1 049 €



Recettes :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 796 194,21 € (inchangé)

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 256 521 € (inchangé)

Chapitre 70 « Prestations de services » : 56 430 € soit +6 038 €

- La refacturation à l'association Régie des Quartiers des derniers loyers du bâtiment des 4 cantons est supérieure à la prévision, une inscription complémentaire de 5 K€ est inscrite dans cette Décision Modificative,
- Ajustement de 1 K€ supplémentaire (droits de stationnement des agents au parking souterrain de Bourg L'Abbé).

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 6 715 883 € soit -32 117 €

- Ajustement de la subvention de la Ville au C.C.A.S. de -80,7 K€, qui comprend :
 - Une reprise d'une part des crédits dédiés aux travaux du bâtiment des 4 cantons qui ne se réaliseront finalement pas, pour 166,2 K€,
 - La délégation d'une nouvelle enveloppe de 85,5 K€ afin de financer en partie de nouvelles dépenses d'investissement relatives aux travaux d'efficacité énergétique du siège du C.C.A.S.
 La subvention de la Ville se fixe par conséquent pour l'exercice 2025 à 5 864 291 €.
- La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (D.D.E.T.S.) renouvelle sa participation aux dépenses du service Domiciliation, une mission du C.C.A.S. qui permet aux personnes sans domicile stable d'avoir un justificatif de domicile et une adresse pour recevoir du courrier. L'enveloppe de cette aide de l'Etat est fixée à 28,6 K€.
- La Métropole de Rouen Normandie participe au projet « Habitantes des rues » à hauteur de 5 K€ en 2025, et 3 K€ pour 2024 perçus en 2025, soit au total 8 K€ à inscrire dans cette Décision Modificative.
- Le recrutement du chargé de projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée par le C.C.A.S. de Rouen à partir du 1^{er} septembre, refacturé à 50 % au C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen, entraîne une recette prévisionnelle de 12 K€ intégrée dans cette Décision Modificative.

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 71 454 € soit +26 900 €

- Les dégradations sur un des sites du C.C.A.S. situé au sein du quartier des Hauts de Rouen occasionnent le versement d'une indemnité de 15,5 K€ par l'assurance en 2025.
- Constatation d'un remboursement du C.O.S.C. (Comité des Œuvres Sociales des personnels de la Ville et du C.C.A.S.) lié à la sous-réalisation des versements aux agents pour la prise en charge de leurs frais de transports en commun : 5 K€.
- Constatation de divers avoirs et remboursements : 6,4 K€.

Chapitre 77 « Produits spécifiques » : 10 730 € soit +10 730 €

- Annulation d'un mandat de 10,7 K€ constatée sur l'exercice 2024, dans le cadre d'une régularisation de carrière d'un agent.

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 0 € soit -12 600 €

- Amortissement définitif fin 2024 de subventions d'équipements perçues au titre d'années antérieures.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 563 948,82 € soit +86 239,61 €



Evolutions de charges à la baisse :

- Diminution des charges de maintenance, en lien avec la remise en état du bâtiment des 4 Cantons de - 163,2 K€,
- Formations : baisse de -10 K€ au vu des engagements effectués au 1^{er} trimestre et de leurs projections ajustées sur l'exercice 2025,
- Evolution dans le montage du projet T.Z.C.LD. (Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée) : diminution de -12,5 K€ de l'enveloppe prévue (soit dorénavant 32,5 K€) pour le remboursement du C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen, qui versera +12,5 K€ au C.C.A.S. de Rouen, au vu des charges de personnel engagées pour recruter le chargé de projet.

Evolutions de charges à la hausse :

- Les frais de stationnement des véhicules au parking de l'Hôtel de Ville sont refacturés au C.C.A.S. Ce coût n'avait pas été inclus au BP 25, +28,5 K€ sont inscrits dans la présente Décision Modificative,
- Augmentation du tarif de +3 % des prestations de nettoyage des locaux, selon le marché en place, occasionnant une inscription complémentaire de +12,3 K€,
- Fluides et énergies : ajustement de +13,8 K€,
- Assurances : ajustement nécessaire de +10,2 K€ pour les assurances responsabilité civile et multirisques,
- Certains frais résiduels de l'E.H.P.A.D. La Pléiade, transféré au Centre Hospitalier de Bois-Petit au 1^{er} avril 2024, sont encore pris en charge sur le budget principal du C.C.A.S. +6,1 K€ sont nécessaires au paiement de frais de location et de blanchisserie restés impayés,
- Ajustement concernant les loyers et charges : +1,8 K€ concernant les loyers du bâtiment des 4 Cantons et +2 K€ concernant les charges locatives des U.T.S.
- Ajustement des frais de transports des agents : +1,7 K€.

Un montant supplémentaire de 185,5 K€, non disponible à l'exécution et servant uniquement à l'équilibre budgétaire, est réservé au chapitre 011, au compte 611 sur le code analytique « Finances ». La somme totale du montant réservé est portée à 473,3 K€. Il s'agit d'un effet comptable lié à la reprise en fonctionnement du résultat d'investissement capitalisé du budget des résidences.

Le montant des crédits réellement ouverts au chapitre 011 est par conséquent de 1 090 652 €.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 4 993 611 € soit + 62 795 €

Les dépenses de personnel présentent les ajustements suivants dans cette Décision Modificative :

- Refacturation au C.C.A.S. du coût des personnels mutualisés : +28 K€. Cette évolution est liée au périmètre des dépenses facturées (agent à demi-traitement en 2024 refacturé à temps plein en 2025) ainsi qu'à l'augmentation des cotisations patronales pour la retraite (+3 % en 2025),
- Recrutement d'un chargé de projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée : +24 K€,
- Régularisation des cotisations retraite d'un agent : +10,7 K€,
- Protection sociale complémentaire employeur : +5 K€,
- Gratifications de stage : +5 K€,
- Indemnisation d'un Compte Epargne-Temps (C..ET.) : +1,5 K€,
- Assurance statutaire : -4 K€,
- Frais de médecine du travail : -4 K€,
- Ajustement des dépenses pour l'achat des titres restaurant : -3,4 K€.

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 980 506,39 € soit -307 714,61 €

- La reprise de l'excédent d'investissement du budget des résidences en fonctionnement (511,8 K€) permet de diminuer la subvention d'équilibre au budget annexe des résidences (-427,7 K€). Dans une moindre mesure, la subvention du budget Prestataire est modulée en fonction de l'activité, inférieure à celle budgétée (-25,9 K€). La subvention versée au CLIC est en revanche en augmentation, principalement en raison

des revalorisations salariales et des hausses de cotisations employeur à financer (+19,6 K€).

Les subventions d'équilibre accordées aux budgets annexes et inscrites au budget principal de l'Etat délégué évoluent comme suit dans la proposition de DM :



| Budget | Montant voté BP 2025 | DM 1 | Total voté 2025 |
|----------------------|-------------------------|-------------------|--------------------|
| Résidences autonomie | 801 858 € | -427 663 € | 374 195 € |
| Prestataire | 144 760 € | -25 886 € | 118 874 € |
| CLIC | 131 854 € | 19 583 € | 151 437 € |
| Total | 1 078 472 € | -433 966 € | 644 506 € |

Cet effet positif ne modifie toutefois pas la tendance à la hausse entre 2024 et 2025 de la subvention d'équilibre aux budgets annexes, accrue par l'augmentation de certaines dépenses rigides (redevances, maintenance), l'effet des revalorisations salariales 2024 en année pleine sur 2025, et de l'augmentation des cotisations sociales employeur C.N.R.A.C.L. (Caisse Nationale de Retraite des Agents de Collectivités Locales) de +4 % en 2024 et +3 % de en 2025 à 2028.

- Les prises en charge de nuitées augmentent en raison de mises à l'abri de personnes migrantes et de personnes sans domicile : 7 K€ supplémentaires sont inscrits au compte 65133.
- Le Département de Seine-Maritime a demandé le remboursement partiel au C.C.A.S. de la subvention F.S.E. (Fonds Social Européen), perçue pour le financement des activités de l'Atelier en raison de la non-réalisation de l'objectif de fréquentation du dispositif. Au total 66 K€ sont positionnés au chapitre 65 pour permettre le remboursement de la subvention induite au Département. Une procédure de recours gracieux est toutefois en cours.
- Un agent de l'E.H.P.A.D. n'ayant pas souhaité continuer son activité au sein du Centre Hospitalier de Bois-Petit, n'a pu faire l'objet d'un reclassement au sein du C.C.A.S. Il est mis à disposition du C.N.F.P.T. (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) dans l'attente de trouver une autre affectation, comme le veut la procédure dans ce type de situation. Ses salaires sont facturés par le C.N.F.P.T. selon un barème dégressif, 200 % les deux premières années, 100 % les deux suivantes puis 75 % la dernière année. Le coût à inscrire en Décision Modificative pour cette opération à compter du 2^{ème} trimestre 2025 est de 56 250 €.
- Subvention complémentaire au COSC (Comité des Œuvres Sociales des agents Ville et C.C.A.S.) de +3,5 K€ pour la prise en charge de la gratuité des titres de transport des agents de catégorie A et B.
- Une opération de régularisation pour 8 K€ est inscrite au compte 658 - autres charges de gestion.

Chapitre 66 « Charges financières » : 18 630 € (inchangé)

Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 13 000 € soit +6 000 €

- Un montant de 6 K€ est inscrit pour procéder à l'annulation d'un titre de recettes constaté sur un exercice antérieur, devenant une charge sur l'exercice courant.

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 10 000 € (inchangé)

Chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » : 150 000 € soit +150 000 €

- En vue de financer le changement des menuiseries du siège du C.C.A.S., la subvention de la Ville 2025 intègre un montant de 150 K€. Ce montant est porté au présent chapitre de dépenses, qui aura pour but de financer la section d'investissement du C.C.A.S. lors de l'affectation des résultats 2025 en 2026.

Le même montant est porté en recettes d'investissement au chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » ci-dessous.

Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 177 516 € soit +1 631 €

- Ajustement des dotations aux amortissements des immobilisations.



Investissement : 738 779,33 € soit +164 631 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 394 063,33 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 4 200 € (inchangé)

Chapitre 27 « Autres immobilisations financières » : 13 000 € soit +13 000 €

- Restitution de la caution versée en 2016 par le C.C.A.S. lors de la prise à bail du bâtiment des 4 Cantons.

Chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement » : 150 000 € soit +150 000 €

- Prévision de financement de la section d'investissement pour 2025, afin de régler les dépenses relatives au changement des menuiseries du siège du C.C.A.S. pour 150 K€.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 177 516 € soit +1 631 €

- Ajustement des amortissements des immobilisations (virement de la section de fonctionnement).

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 92 303 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 193 000 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 453 476,33 € soit +177 231 €

- Inscription de 177,2 K€ afin de prendre en charge de nouvelles dépenses d'investissement, notamment le remplacement des menuiseries du siège du C.C.A.S., rue de Germont, financé par opération de virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 0 € soit -12 600 €

- Les subventions transférables ont été totalement amorties fin 2024.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 21 mars 2025 relative à l'adoption du Budget Primitif 2025 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 27 juin 2025 relative à l'approbation du compte de gestion 2024 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 27 juin 2025 relative à l'approbation du compte administratif 2024 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 27 juin 2025 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2024 du budget principal du C.C.A.S.,



CONSIDÉRANT les modifications présentées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, accepte de voter la décision modificative n°1, ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 7 907 212,21 € soit -1 049 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 796 194,21 € (inchangé)

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 256 521 € (inchangé)

Chapitre 70 « Prestations de services » : 56 430 € soit +6 038 €

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 6 715 883 € soit -32 117 €

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 71 454 € soit +26 900 €

Chapitre 77 « Produits spécifiques » : 10 730 € soit +10 730 €

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 0 € soit -12 600 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 563 948,82 € soit +86 239,61 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 4 993 611 € soit + 62 795 €

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 980 506,39 € soit -307 714,61 €

Chapitre 66 « Charges financières » : 18 630 € (inchangé)

Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 13 000 € soit +6 000 €

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 10 000 € (inchangé)

Chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » : 150 000 € soit +150 000 €

Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 177 516 € soit +1 631 €

Investissement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 738 779,33 € soit +164 631 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 394 063,33 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 4 200 € (inchangé)

Chapitre 27 « Autres immobilisations financières » : 13 000 € soit +13 000 €

Chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement » : 150 000 € soit +150 000 €

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 177 516 € soit +1 631 €

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 92 303 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 193 000 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 453 476,33 € soit +177 231 €

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 0 € soit -12 600 €

Madame Martine LELAIT s'interroge quant au salaire qui serait pris en compte à hauteur de 200 % lorsqu'un agent est mis à disposition du Centre de Gestion.

Monsieur le Directeur Général Adjoint explique que cela vise à favoriser le reclassement des agents en interne.

Madame Amèle MANSOURI fait remarquer que la subvention d'équilibre de la Ville de Rouen est à la hausse et demande s'il y a un lien avec le transfert de l'EHPAD en 2024.

Monsieur le chargé de mission budgétaire du C.C.A.S. mentionne que la situation de l'EHPAD a été réglée en 2024. En neutralisant les écritures liées à l'EHPAD, la subvention augmente de 1,45



4. Décision modificative n°1 - Budget résidences autonomie

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative n°1 de l'exercice 2025 a pour objet d'intégrer les résultats de fonctionnement et d'investissement de l'exercice 2024 et de réviser les prévisions budgétaires 2025 en fonction des dernières évolutions. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 3 180 416,93 € soit +42 431,93 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 655 888 € soit +27 960 €

- Les taux d'occupation constatés au 1^{er} semestre sont inférieurs de 0,9 % à ceux pris en compte lors du budget initial. Cela entraîne une diminution des recettes locatives de 20,2 K€ dans cette DM1 par rapport à la prévision du budget initial, compensée par des recettes d'admission à l'aide sociale en hausse (+50,9 K€).

| RA | Tx d'occupation prévu au BP 2025 | Tx occupation constaté janv.-juin 25 | Variation BP25 / DM1 |
|-----------------|----------------------------------|--------------------------------------|----------------------|
| Bonvoisin | 95,7 % | 96.3 % | 0,6 % |
| St Filleul | 88,1 % | 85,7 % | -2,4 % |
| Rose Des Sables | 84,2 % | 79,9 % | -4,3 % |
| Trianon | 93,9 % | 96.5 % | 2,6 % |
| TO moyen | 90,5 % | 89,6 % | -0,9 % |

Les autres recettes locatives sont des produits versés par la Caisse d'Allocations Familiales (Allocations Personnalisées au Logement et Allocations de Logement sociales. Celles-ci ont tendance à baisser, en parallèle de la diminution du taux global d'occupation (-2,8 K€).

Au vu de ces éléments, le présent chapitre progresse de 28 K€.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 943 489,31 € soit -497 350,69 €

Ce chapitre comprend plusieurs types de produits : des subventions et dotations, des recettes liées à la vente de services, ainsi que des atténuations de charges et divers autres produits de gestion courante.

- Subventions et dotations :

Pour financer son fonctionnement, le C.C.A.S. a délibéré sur la reprise de l'excédent d'investissement capitalisé au chapitre 10 au Conseil d'Administration du mois de juin. Cette décision permet de réduire les subventions d'équilibre aux résidences autonomie de 427,7 K€ :

| Résidence | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | BP 2025 | DM 1 2025 | Total voté 2025 | Publication : 18/12/2025 |
|-----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|--|
| Bonvoisin | 0.00 | 37 820.12 | 0.00 | 75 605.00 | - 55 591.00 | 20 214.00 | Reception par le préfet : 18/12/2025 |
| St Filleul | 167 | 107 | 62 595.47 | 159 | - 40 | 118 | Reception par l'autorité compétente par délégation |
| Rose des Sables | 290 | 224 | 405 | 442 | - 248 930.62 | 193 | |
| Sables | 019.68 | 914.43 | 661.03 | 214.00 | - 248 930.62 | 283.38 | |
| Trianon | 144 | 95 024.27 | 132 | 124 | - 82 727.00 | 42 176.00 | |
| Total | 602 | 465 | 600 | 801 | - 427 | 374 | |
| | 785.30 | 749.82 | 306.46 | 858.00 | 662,69 | 195,31 | |

Les résidences autonomie bénéficient d'une subvention versée par le Département de Seine-Maritime pour le financement du Complément de Traitement Indiciaire (C.T.I.) alloué aux personnels de la filière médicale et médico-sociale. Le montant de cette subvention est de 44,3 K€ en 2025.

Le forfait autonomie, versé par le Département dans le cadre du C.P.O.M. (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) pour financer notamment l'animation dans les résidences, évolue à la baisse de 4,4 K€ et se fixe en 2025 à 94,4 K€ contre 98,8 K€ en 2024.

La part salariale des tickets restaurants est réévaluée à 9,9 K€, au vu de la réalisation constatée en 2024, soit - 11,1 K€ par rapport au montant budgété au budget primitif 2025.

Les autres produits de gestion courante évoluent de +5,1 K€ en raison de remboursements et régularisations divers.

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 581 039,62 € soit +511 822,62 €

- Reprise du résultat d'investissement capitalisé, selon la délibération n°2025/27062025/12 votée au Conseil d'Administration du 27 juin 2025.
Cette opération permet de constater une recette d'ordre de fonctionnement correspondant à une part des résultats mis en réserve pour financer des projets n'ayant finalement pas eu lieu. Cette recette de fonctionnement a pour contrepartie une dépense d'investissement au compte 10.

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 568,93 € soit +568,93 €

- Reprise du résultat d'exploitation déficitaire constaté au compte administratif 2024.

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 939 151 € soit -37 400 €

Plusieurs ajustements sont inscrits :

- Le taux d'occupation global diminuant, il est possible de réduire l'enveloppe pour l'achat des repas refacturés aux résidents de 31 K€,
- Les fluides et énergies peuvent également être diminués globalement de 20 K€ au vu de la consommation du 1^{er} semestre,
- Diminution de 1,7K€ des frais de téléassistance,
- En revanche, une enveloppe de 15 K€ est indispensable pour réaliser des traitements insecticides indispensables dans la résidence Bonvoisin contre la recrudescence de punaises de lit.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 167 189 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 831 192 € soit +77 757 €

La présente DM1 inclut les ajustements suivants :

- +27 K€ au compte 673 dans le cadre de la régularisation du dossier d'un résident admis à l'aide sociale,



- +18 K€ sont nécessaires à diverses régularisations et remboursements de partenaires institutionnels,
- Une inscription supplémentaire de +14,4 K€ est nécessaire pour payer les primes d'assurance statutaire et responsabilité civile,
- Inscription complémentaire de +2,4K€ concernant la taxe foncière de la résidence St Filleul,
- Réduction des crédits de maintenance et réparations pour -13 K€.

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 241 816 € soit +1 506 €

- Ajustement des dotations aux amortissements des immobilisations.

Investissement : 1 081 910,88 € soit +825 100,88 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 823 594,88 € soit +823 594,88 €

- Report du résultat d'investissement 2024 pour 823 594,88 € :

| Résidence | montant |
|-----------------|-------------------|
| Bonvoisin | 237 364,02 |
| St Filleul | 74 620,08 |
| Rose des Sables | 188 220,19 |
| Trianon | 323 390,59 |
| Total | 823 594,88 |

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 241 816 € soit +1 506 €

- Ajustement des amortissements du matériel immobilisé.

Dépenses :

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » (dépenses d'ordre) : 511 822,62 € soit +511 822,62 €

- Inscription de dépenses d'ordre de fonctionnement correspondant à la reprise de l'excédent d'investissement capitalisé selon la délibération n°2025/27062025/12 votée au Conseil d'Administration du 27 juin 2025. Cette dépense a pour contrepartie une recette au chapitre 019, qui servira à financer le fonctionnement des résidences en 2025.

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » (dépenses d'ordre) : 69 217 € (inchangé)

- Ajustement de l'amortissement des subventions d'investissement perçues sur les exercices antérieurs.

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 40 421 € soit +6 000 €

- Ajout de 6 K€ prudeniels au compte 165, qui retrace les remboursements de cautions à la sortie des résidents.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 0 € soit -35 000 €

- Les crédits prévus en budget initial pour l'acquisition du logiciel D.U.I. (Dossier Usager Informatisé) référencé Ségur peuvent être repris dans cette Décision Modificative car les droits d'utilisation du logiciel seront prévus au budget 2026 sur la section de fonctionnement.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 460 450,26 € soit +342 278,26 €

- L'excédent de la section d'investissement des résidences autonomie porté en recettes (avec des disparités selon les résidences) représente une source de financement conséquente qui permet aux résidences autonomie de financer des projets de travaux ou de rénovations, de faire l'acquisition de

différents mobiliers ou de matériels professionnels de cuisine, de renouveler les matériels informatiques.

L'article R. 314-15 du C.A.S.F. prévoit que la section d'investissement soit présentée en équilibre. Des besoins en travaux ont été identifiés :

- Rénovation complète des logements à leur libération pour rel... rapide, rénovations complètes de peintures dans les parties communes,
- Amélioration du coût énergétique des bâtiments (isolations et menuiseries), rénovation et mise en conformité électrique, amélioration des éclairages,
- Travaux d'accessibilité, dont l'accessibilité P.M.R.,
- Travaux de câblage informatique pour raccordement à la fibre et installation du Wifi dans les espaces communs,
- Travaux de plomberie, agencement des espaces de laverie.



Au total, un budget de 373,7 K€ est inscrit pour la prise en charge de travaux, 12,6 K€ pour les matériels de bureau et informatiques, 21,7 K€ pour l'acquisition de mobiliers et 52,3 K€ concernant l'acquisition de matériels divers (laverie et cuisine, notamment), sur l'exercice 2025.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2025 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'approbation du Compte de Gestion 2024 du budget des résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'approbation du Compte Administratif 2024 du budget des résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2024 du budget des résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 180 416,93 € soit +42 431,93 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 655 888 € soit +27 960 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 943 489,31 € soit -497 350,69 €

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 581 039,62 € soit +511 822,62 €

**Dépenses :**

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 568,93 € soit +568,93 €
 Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 939 151 € soit -37 400 €
 Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 167 189 € (inchangé)
 Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 831 192 € soit +77 757 €
 Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 831 192 € soit +77 757 €
 Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 241 816 € soit +1 506 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 081 910,88 € soit +825 100,88 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 823 594,88 € soit +823 594,88 €
 Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)
 Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 241 816 € soit +1 506 €

Dépenses :

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » (dépenses d'ordre) : 511 822,62 € soit +511 822,62 €
 Chapitre 13 « Subventions d'investissement » (dépenses d'ordre) : 69 217 € (inchangé)
 Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 40 421 € soit +6 000 €
 Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 0 € soit -35 000 €
 Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 460 450,26 € soit +342 278,26 €

Madame Martine LELAIT demande ce qui explique le taux d'occupation de la résidence Rose des Sables.

Madame la Directrice fait référence à un loyer plus élevé que dans les autres résidences.

Madame la Vice-Présidente Déléguée évoque la concurrence des résidences services seniors notamment celle du secteur privé associatif.

Madame la chargée de mission appui au pilotage mentionne que des prestations payantes s'ajoutent à la redevance dans ce type de résidence.

Madame la Vice-Présidente indique que 4 entrées sont prévues et ajoute qu'une réflexion est menée quant à l'accueil de personnes en situation de handicap, comme à la résidence St Filleul, et concernant une proposition d'accueil temporaire afin d'atteindre la subvention d'équilibre.

**5. Décision modificative n°1 - budget C.L.I.C. de Rouen**

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative a pour objet d'affecter le résultat 2024 du budget du CLIC et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2024 lors du vote du budget initial 2025. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 393 587 € soit +30 021 €**Recettes :**

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 4 792,92 € soit +4 792,92 €

- Reprise du résultat de fonctionnement excédentaire 2024.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 388 794,08 € soit +25 228,08 €

Ajustements concernant :

- La subvention de fonctionnement versée par le Département de la Seine-Maritime (11,4 K€) compétente par délégation
- La subvention d'équilibre versée par le budget principal du C.C.A.S. (+19 K€) Elle est portée en prévision à 151,4 K€ pour 2025. Pour mémoire, elle était de 109,4 K€ au 31/12/2024 administratif 2024.



De plus, le CLIC a reçu la confirmation de l'A.R.S. (Agence Régionale de Santé) que 4 200 € lui sont attribués dans le cadre du projet M.I.L.D.E.C.A. (Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives), qui serviront à financer des actions de formation des personnels du C.C.A.S.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 28 580 € soit +10 500 €

- Une action de formation pour 4,2 K€ est inscrite dans le cadre du projet M.I.L.D.E.C.A.
- Ajustements sur les autres activités : actions de prévention de la perte d'autonomie, honoraires de la cheffe de chœur qui anime la chorale, et actions de soutien aux aidants.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 324 480 € soit +17 812 €

- La masse salariale du CLIC des Aînés est ajustée en fonction de la réalisation constatée à fin juin. 17,8 K€ supplémentaires sont nécessaires afin d'assurer le versement des traitements, salaires et charges sociales. Cette évolution est due notamment à la progression de +4 % des cotisations employeur à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (C.N.R.A.C.L.) en 2025.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 35 609 € soit +1 709 €

- Evolution de +1,7 K€ des cotisations d'assurance.

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 918 € (inchangé)

- Dotations aux amortissements des immobilisations.

Investissement : 80 605,82 € soit +75 687,82 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde de la section d'investissement reporté » : 75 687,82 € soit +75 687,82 €

- Report du solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement pour 75,7 K€. Ce montant comprend une provision budgétaire d'un montant de 43,8 K€ correspondant à 1 an de traitement chargé d'un agent du CLIC, conservée dans le cas où le Département de Seine-Maritime en demanderait le remboursement.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 918 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 60 687,82 € soit +60 687,82 €

- Le report de l'excédent cumulé d'investissement peut provoquer un surplus de ressources sans pour autant avoir des dépenses d'investissement correspondantes. Par conséquent, afin de respecter la règle de l'équilibre budgétaire, la part d'excédent cumulé d'investissement reporté non utilisée est isolée en dépenses de la section d'investissement au chapitre 003.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 15 500 € soit +15 000 €

- Le service souhaite développer un nouveau site internet pour améliorer sa visibilité à son public rouennais. Un montant de 15 K€ est inscrit dans cette décision modificative pour la refonte totale de son site web.



Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 4 418 € (inchangé)

La maquette budgétaire est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2025 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'approbation du compte de gestion 2024 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'approbation du compte administratif 2024 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2024 du CLIC,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 du budget CLIC pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 393 587 € soit +30 021 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 4 792,92 € soit +4 792,92 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 388 794,08 € soit +25 228,08 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 28 580 € soit +10 500 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 324 480 € soit +17 812 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 35 609 € soit +1 709 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 918 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 80 605,82 € soit +75 687,82 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde de la section d'investissement reporté » : 75 687,82 € soit +75 687,82 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 918 € (inchangé)

Dépenses :



Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 60 687,82 € soit +60 687,82 €
 Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 15 500 € soit +15 000 €
 Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 4 418 € (inchangé)

6. Décision modificative n°1 - Budget prestataire

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative n°1 de l'exercice 2025 a pour objet de réviser et d'adapter les prévisions budgétaires effectuées avant le vote du budget primitif en octobre 2024. Les modifications proposées en fonction des dernières évolutions sont les suivantes :

Fonctionnement : 497 435 € soit -16 350 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 326 915 € soit -10 310 €

- En octobre dernier, lors de la préparation du budget primitif 2025, la prévision d'heures d'aide à domicile pour 2025 avait été fixée à 14 350 heures, sur la base du nombre d'heures réalisées en 2023 et des réalisations du 1^{er} semestre 2024 (13 964 heures réalisées au total en 2024).
 Selon l'activité réelle constatée au 1^{er} semestre 2025, ce seraient 13 300 heures d'aide à domicile qui seraient réalisées d'ici la fin de l'exercice, soit une différence de -1 050 heures. Cet écart avec la prévision est à mettre en lien avec les taux d'occupation des résidences en baisse et certaines absences de personnels.
 Cette diminution de l'activité est toutefois compensée partiellement par l'augmentation du tarif plancher de l'heure d'aide de 23,50 € à 24,58 €, soit +4,60 %.
 Le calcul du tarif plancher est désormais indexé sur l'inflation chaque année au 1^{er} janvier, conformément aux dispositions des articles D.314-130-1 et L 314-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 168 520 € soit -6 040 €

- La subvention d'équilibre du budget principal est revue à la baisse (-25,9 K€) en raison de la réduction de l'activité et de la diminution des dépenses de personnels correspondante. La subvention d'équilibre s'élève au total à 118,9 K€, un niveau relativement stable en comparaison avec le montant réalisé au compte administratif 2024 (113,7 K€).
- La signature du C.P.O.M. (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) pour le service Prestataire et la future section aide du S.A.D. mixte, dont la signature est rétroactive au 1^{er} janvier 2025, permet d'inscrire une subvention complémentaire du Département de 21 K€ pour les activités du service.
- La subvention du Département de la Seine-Maritime pour le financement du C.T.I. (Complément de Traitement Indiciaire) est en légère diminution en raison d'une régularisation relative à l'exercice 2024 : 25,8 K€ contre 27,1 K€ versés au C.C.A.S. en 2024.

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)



Chapitre 012 « Charges de personnel » : 474 540 € soit -12 650 €

- L'évaluation externe du Service d'Aide à Domicile, obligatoire pour tous les Services Sociaux et Médico-Sociaux) est reportée à une date ultérieure en raison du projet de création du S.A.D. (Service Autonomie à Domicile) à compter du 1^{er} janvier 2026. Les honoraires prévus à hauteur de 7,65 K€ au budget primitif peuvent être repris dans cette Décision modificative.
- Selon l'exécution constatée au 1^{er} semestre, un ajustement de -5 K€ peut être opéré sur les dépenses de personnels prévues au budget primitif 2025.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 16 390 € soit -3 700 €

- Le montant de la cotisation à l'assurance statutaire est finalement inférieur de 9,2 K€ à la prévision initiale. La cotisation du Service d'Aide à Domicile est de 3,8 K€ en 2025 contre 12,1 K€ en 2024.
- Cela permet de financer certains ajustements : frais divers sur opérations de gestion (+3K€), maintenance informatique (+2,5 K€).

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 5 405 € (inchangé)

Investissement : 14 642,29 € soit +9 237,29 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 9 237,29 € soit +9 237,29 €

- Reprise du solde excédentaire de l'exercice 2024 constaté à la section d'investissement.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 405 € (inchangé)

- Amortissement des immobilisations.

Dépenses :

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 12 642,29 € soit +9 237,29 €

- Ces crédits permettront l'acquisition de matériel professionnel de blanchisserie.

Chapitre 13 « Dépenses d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

- Amortissement d'une subvention d'équipement perçue sur un exercice antérieur.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2025 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'approbation du compte de gestion 2024 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'approbation du



compte administratif 2024 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 25 avril 2025 relative à l'affectation du résultat 2024 du budget Prestataire,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 497 435 € soit -16 350 €.

Recettes :

Groupe I - Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 326 915 € soit -10 310 €

Groupe II - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 168 520 € soit -6 040 €

Groupe III - Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Dépenses :

Groupe I - Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)

Groupe II - Chapitre 012 « Charges de personnel » : 474 540 € soit -12 650 €

Groupe III - Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 16 390 € soit -3 700 €

Groupe III - Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 5 405 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 14 642,29 € soit +9 237,29 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 9 237,29 € soit +9 237,29 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 405 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 12 642,29 € soit +9 237,29 €

Chapitre 13 « Dépenses d'ordre » : 2 000 € (inchangé)



7. Budget S.S.I.A.D. - Affectation définitive des résultats 2023 sur l'exercice 2025

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Pour les budgets tarifés par l'Agence Régionale de Santé (Service de soins infirmiers à domicile - ou S.S.I.A.D., et Equipe spécialisée Alzheimer - ou E.S.A.), l'affectation du résultat de fonctionnement est d'abord proposée par le gestionnaire (le C.C.A.S.) puis validée par l'autorité de tarification (l'A.R.S.). Le résultat de la section d'investissement est quant à lui simplement reporté sur l'exercice suivant et ne donne pas lieu à validation de l'autorité de tarification.

Même lorsque l'affectation du résultat de fonctionnement est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Ainsi, la proposition d'affectation des résultats doit être votée par le C.C.A.S. lors de la séance du vote du compte

administratif en N+1. Or, la décision motivée par laquelle l'autorité de tarification valide et affecte le résultat intervient, dans la plupart des cas, en N+2.

La procédure d'affectation du résultat de fonctionnement des E.S.S.M.S. (Établissements Sociaux et Médico-Sociaux) tarifés par l'A.R.S. s'effectue alors en deux temps :



- Dans un premier temps, le Conseil d'Administration adopte une délibération de proposition d'affectation de résultat (5° de l'article L. 315-12 du C.A.S.F.). Cette proposition a été votée le 25 avril 2024 pour les résultats 2023.

Cette délibération est ensuite transmise au contrôle de légalité pour être rendue exécutoire et à l'autorité de tarification qui décide ensuite de l'affectation à retenir, celle-ci pouvant modifier l'affectation de résultat proposée par le C.C.A.S.

- Dans un second temps, le conseil d'administration doit reprendre la décision d'affectation du résultat validée par l'autorité de tarification dans le cadre d'une nouvelle délibération, dite « d'affectation définitive ».

Vous trouverez en annexe le rapport de l'autorité de tarification (l'Agence Régionale de Santé), qui retient le résultat à affecter pour l'exercice 2023 et ci-dessous la présentation des modifications à effectuer à la première délibération d'affectation des résultats pour l'exercice 2023.

Lors du vote du compte administratif 2023 du budget du S.S.I.A.D., les résultats suivants ont été approuvés :

- Le résultat déficitaire 2023 de la section de fonctionnement à affecter est de -7 258,88 €.
- Le résultat de la section d'investissement 2023 à reporter est de 54 036,82 € pour l'exercice 2023. Ce montant a déjà été reporté au budget 2024.

Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un résultat à affecter de -7 258,88 € pour l'année 2023, à reprendre sur l'exercice 2025.

L'affectation de ce résultat excédentaire sur l'exercice N+2 (2025) a été proposée à l'A.R.S. (Agence Régionale de Santé), qui a retenu l'affectation suivante dans son rapport d'analyse :

| Compte | Libellé | Proposition CCAS | Retenu ARS |
|--------------|---------------------------------------|------------------|--------------------|
| Compte 10686 | Réserves de compensation des déficits | -7 258,88 € | -7 258,88 € |
| Total | | -7 258,88 € | -7 258,88 € |

Section d'investissement :

Le résultat d'investissement excédentaire de 54 036,82 € a été repris sur l'exercice N+1 (2024) dans le cadre de la décision modificative n°1 de l'exercice 2024 au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter ».

Le rapport d'analyse de l'Agence Régionale de Santé pour l'exercice 2023 est annexé au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU l'Article L. 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles R. 123-20, R. 314-51 à R. 314-55, R. 314-74 et L. 315-12,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024,

Après avoir pris connaissance du rapport,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse de l'Agence Régionale de Santé qui retient le résultat de fonctionnement 2023 à affecter,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation définitive du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 sur l'exercice 2025 pour le budget du S.S.I.A.D.,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement 2023 retenu par l'Agence Régionale de Santé, constaté au compte administratif 2023 à hauteur de -7 258,88 € pour le budget du S.S.I.A.D. de la manière suivante :
 - Au compte 10686 « Réserve de compensation » pour -7 258,88 €.

Le résultat d'investissement excédentaire 2023 d'un montant de 54 036,82 € a déjà été repris sur l'exercice 2024 dans le cadre de la décision modificative n°1 de l'exercice 2024 au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter ».

Madame la Vice-Présidente relève un déficit relatif au S.S.I.A.D. non habituel.

Monsieur le chargé de mission budgétaire souligne que celui-ci est lié à la réforme de la tarification, une décote sur la dotation étant observée par rapport à de nouveaux critères.

Madame Amèle MANSOURI demande ce qui change dans la tarification.

Monsieur le chargé de mission budgétaire indique qu'auparavant il s'agissait d'un montant fixe par place, désormais une partie du financement est en lien avec le profil des usagers.

Madame la Directrice indique que les priorités des publics ont changé pour l'Agence Régionale de Santé et de ce fait pour le C.C.A.S.



8. Décision modificative n°1 - Budget S.S.I.A.D.

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative a pour objet de reprendre le résultat de fonctionnement 2023 et de reporter le résultat d'investissement 2024 au budget 2025 du S.S.I.A.D. mais aussi d'ajuster et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2024 lors du vote du budget initial 2025.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 1 654 544 € soit +136 236 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 596 312 € soit +136 236 €

- La tarification de l'A.R.S. (Agence Régionale de Santé) se base dorénavant sur une partie fixe liée au nombre de places et sur une partie variable liée à la typologie des patients traités. Durant les années 2024 et 2025, le S.S.I.A.D. a adapté son activité au rythme des de la réforme de la tarification. L'activité revue a pour conséquence une hausse des recettes de tarification de plus de 136 K€ par rapport à la prévision initiale, volontairement prudente dans le contexte de mise en place de la réforme.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 58 232 € (inchangé)**Dépenses :**Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 7 258,88 € soit +7 258,88 €

- Le résultat 2023 validé par l'A.R.S. est un déficit de -7 258,88 €. Même si ce montant est compensé par les réserves de compensation des déficits accumulées par le S.S.I.A.D., l'inscription budgétaire du déficit de fonctionnement de l'année N-2 doit être portée en dépenses de l'exercice 2025.

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 33 800 € soit +2 000 €

- Ajustement de +1,5 K€ pour l'achat de produits d'entretien.
- Ajustement de +0,5 K€ pour les prises en charge des déplacements professionnels.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 494 078,12 € soit +113 178,12 €

- Les patients pris en charge par le S.S.I.A.D. sont libres de choisir, pour des soins infirmiers, outre les infirmières salariées du S.S.I.A.D., des infirmières libérales conventionnées avec le S.S.I.A.D. Dans ce 2^{ème} cas le S.S.I.A.D. règle les honoraires des infirmiers libéraux sur son budget propre, grâce à la dotation globale de fonctionnement, qui inclut ces prestations pour les patients. Pour 2025, le budget alloué aux honoraires des libéraux doit être augmenté à 195 K€ (+95K€ par rapport au budget primitif) pour ce faire. Cette évolution significative est à mettre en lien avec la hausse du niveau d'activité global du service.
- Selon l'exécution constatée au 1^{er} semestre, une enveloppe supplémentaire de 18,2 K€ est inscrite au présent chapitre afin d'assurer le paiement des traitements et des charges sociales du personnel au 2nd semestre.

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 107 907 € soit +18 407 €

- Le S.S.I.A.D. doit financer le remboursement de 29,1 K€ d'indus, avant procédure de négociation, à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie : pour rappel, Les patients pris en charge sont libres de choisir des infirmières libérales conventionnées avec le S.S.I.A.D. Dans ce cas, le S.S.I.A.D. règle les honoraires des infirmiers libéraux sur son budget propre, grâce à la dotation globale de fonctionnement, qui inclut ces prestations pour ses patients. Si par mégarde, certains soins ont été pris en charge par le régime général via la carte vitale, la C.P.A.M. est en droit de demander le remboursement de ces indus au S.S.I.A.D.
- Les frais d'assurance subissent l'inflation constatée sur ce type de prestations, avec un doublement du coût de l'assurance de la flotte automobile.
- Ajustement sur les dépenses de maintenance des véhicules (+3,5 K€) et de locations immobilières (+1,2 K€ - loyer de la Maison des Aînés refacturé au S.S.I.A.D.).
- Ces diverses évolutions à la hausse sont en partie compensées par la diminution de la cotisation d'assurance statutaire des personnels du S.S.I.A.D., pour 53 K€ inscrits au budget primitif, à 33 K€ en DM1, soit -20 K€.

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 11 500 € soit -4 608 €

- Le budget primitif intégrait la dotation aux amortissements pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des tournées. Or, l'engagement effectué sur l'exercice 2024 pour l'acquisition de l'amortissement ne débutera qu'en 2026. Les dotations aux amortissements incorporelles sont diminuées en conséquence.



Investissement : 76 921,73 € soit +60 813,73 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 65 421,73 € soit +65 421,73 €

- Reprise du résultat de la section d'investissement 2024.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 11 500 € soit -4 608 €

- Amortissements des immobilisations inchangés.

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 37 000 € soit +29 000 €

- Positionnement de +18 K€ pour permettre au S.S.I.A.D. de rembourser l'acquisition du logiciel de gestion des tournées « Mahido » à la ville de Rouen.
- Inscription de +11 K€ afin d'acquérir une extension logicielle de Mahido, en vue d'associer le futur logiciel Domilink, qui servira au S.A.D. mixte pour la gestion des aides à domicile, et Mahido, qui permet la gestion des tournées de soignants.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 39 921,73 € soit +31 813,73 €

- Achat de mobiliers, de matériels informatiques, et de matériels amortissables divers.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2025 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 17 octobre 2025 relative à l'approbation de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2023 du S.S.I.A.D.,



CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 654 544 € soit +136 236 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 596 312 € soit +136 236 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 58 232 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 7 258,88 € soit +7 258,88 €

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 33 800 € soit +2 000 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 494 078,12 € soit +113 178,12 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 107 907 € soit +18 407 €

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 11 500 € soit -4 608 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 76 921,73 € soit +60 813,73 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 65 421,73 € soit +65 421,73 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 11 500 € soit -4 608 €

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 37 000 € soit +29 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 39 921,73 € soit +31 813,73 €



9. Budget E.S.A. - Affectation définitive des résultats 2023 sur l'exercice 2025

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Pour les budgets tarifés par l'Agence Régionale de Santé (Service de soins infirmiers à domicile – ou SSIAD, et Equipe spécialisée Alzheimer – ou ESA), l'affectation du résultat de fonctionnement est d'abord proposée par le gestionnaire (le CCAS) puis validée par l'autorité de tarification (l'ARS). Le résultat de la section d'investissement est quant à lui simplement reporté sur l'exercice suivant et ne donne pas lieu à validation de l'autorité de tarification.

Même lorsque l'affectation du résultat de fonctionnement est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Ainsi, la proposition d'affectation des résultats doit être votée par le CCAS lors de la séance du vote du compte administratif en N+1. Or, la décision motivée par laquelle l'autorité de tarification valide et affecte le résultat intervient, dans la plupart des cas, en N+2.

La procédure d'affectation du résultat de fonctionnement des ESSMS (Etablissements Sociaux et Médico-

Sociaux) tarifés par l'ARS s'effectue alors en deux temps :

- Dans un premier temps, le conseil d'administration adopte une délibération de proposition d'affectation de résultat (5^o de l'article L. 315-12 du CASF). Cette proposition a été votée le 25 avril 2024 pour les résultats 2023.



Cette délibération est ensuite transmise au contrôle de légalité pour être rendue exécutoire et à l'autorité de tarification qui décide ensuite de l'affectation à retenir, celle-ci pouvant modifier l'affectation de résultat proposée par le CCAS.

- Dans un second temps, le conseil d'administration doit reprendre la décision d'affectation du résultat validée par l'autorité de tarification dans le cadre d'une nouvelle délibération, dite « d'affectation définitive ».

Vous trouverez en annexe le rapport de l'autorité de tarification (l'Agence Régionale de Santé), qui retient le résultat à affecter pour l'exercice 2023 et ci-dessous la présentation des modifications à effectuer à la première délibération d'affectation des résultats pour l'exercice 2025.

Lors du vote du compte administratif 2023 du budget de l'ESA, les résultats suivants ont été approuvés :

- Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un résultat excédentaire de 34 588,88 € pour l'exercice 2023.
- Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.

L'affectation de ce résultat excédentaire sur l'exercice N+2 (2025) a été proposée à l'ARS (Agence Régionale de Santé), qui a retenu l'affectation suivante dans son rapport d'analyse :

| Compte | Libellé | Proposition CCAS | Retenu ARS |
|--------------|--|--------------------|--------------------|
| Compte 110 | Report à nouveau | 11 529,63 € | |
| Compte 111 | Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation | 11 529,63 € | 34 588,88 € |
| Compte 10686 | Réserves de compensation des déficits | 11 529,62 € | |
| Total | | 34 588,88 € | 34 588,88 € |

Le rapport d'analyse de l'Agence Régionale de Santé pour l'exercice 2023, est annexé au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles R. 123-20, R. 314-51 à R. 314-55, R. 314-74 et L. 315-12,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la délibération du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen en date du 25 avril 2024 proposant l'affectation des résultats pour l'exercice 2023,

Après avoir pris connaissance du rapport,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse de l'Agence Régionale de Santé qui retient le résultat de fonctionnement 2023 à affecter,



CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation définitive du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 sur l'exercice 2025 pour le budget de l'ESA,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement 2023 retenu par l'Agence Régionale de Santé, constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 39 079,19 € pour le budget de l'ESA de la manière suivante :

Au compte 111 « Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation » pour 34 588,88 €



10. Décision modificative n°1 - Budget E.S.A.

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative a pour objet de reprendre le résultat de fonctionnement 2023 de l'Equipe Spécialisée Alzheimer (E.S.A.) mais aussi d'ajuster et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2024 lors du vote du budget initial 2025.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 232 812,88 € soit +34 588,88 €

Recettes :

Chapitre 002 « résultat d'exploitation reporté » : +34 588,88 €

- Dans son rapport, l'A.R.S. choisit de reprendre l'intégralité du résultat de fonctionnement 2023, soit 34 511,88 €, au compte 111 - Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reconductibles. Il en résulte pour l'E.S.A. une recette de fonctionnement supplémentaire pour ce montant.

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : inchangé

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : inchangé

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : inchangé

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 203 204 € soit +30 000 €

- Le suivi de l'exécution budgétaire de la masse salariale conduit à réviser le groupe II de +30 000 €. Cette évolution est principalement due à la hausse des cotisations employeur de la C.N.R.A.C.L. (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales).

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 23 458,88 € soit +4 588,88 €



- Les frais d'assurance subissent l'évolution des prix du marché :
 - Le coût de l'assurance statutaire des personnels augmente
 - Le coût des assurances automobile évolue de +1 400 €. Pour l'autorité compétente par délégation
- Inscription de 1 000 € supplémentaires au budget de location des véhicules loués par l'E.S.A. en location longue durée. Des frais supplémentaires ont été nécessaires lors de la remise des 2 précédents véhicules. Depuis mars 2025, l'E.S.A. loue 2 nouveaux véhicules.

Le budget de l'E.S.A. ne comporte pas de section d'investissement.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2025 du budget de l'E.S.A.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget de l'E.S.A.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget de l'E.S.A.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 17 octobre 2025 relative à l'approbation de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2023 de l'E.S.A.,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 232 812,88 € soit +34 588,88 €

Recettes :

Chapitre 002 « résultat d'exploitation reporté » : +34 588,88 €

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : inchangé

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : inchangé

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : inchangé

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 203 204 € soit +30 000 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 23 458,88 € soit +4 588,88 €

Investissement :



1. Le budget de l'E.S.A. ne comporte pas de section d'investissement.

11. Budget primitif 2026 - Résidences autonomie

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les C.C.A.S. doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du C.C.A.S.

L'article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit que les E.S.M.S. doivent voter le budget de l'année par le conseil d'administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 du budget des Résidences autonomie Bonvoisin, Trianon, Saint Filleul et Rose des Sables, regroupées toutes les quatre sous un même budget annexe.

Les chiffres comparatifs sont présentés par rapport au budget primitif 2025.

Fonctionnement : 3 163 693 € soit +25 708 €

Recettes :

Groupe 1 - Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 609 586 € soit -18 342 €

Ce chapitre comprend :

- La facturation des redevances aux résidents : 1,292 M€ (-4,34%, soit -58,7K€ par rapport au BP 2025), Les taux d'occupation 2026 retenus pour la préparation du budget 2026 tiennent compte des taux constatés au 1^{er} semestre 2025 :

| | Taux budgété au BP 2025 | Taux constaté au 1 ^{er} sem.2025 | Taux retenu au BP 2026 | Evol. BP 25 / BP 26 |
|------------|----------------------------|--|---------------------------|------------------------|
| BONVOISIN | 95,70 % | 96,60 % | 97,00 % | +1,30 % |
| ST FILLEUL | 88,10 % | 85,00 % | 84,75 % | - 3,35 % |
| TRIANON | 93,90 % | 97,00 % | 97,00 % | +3,10 % |
| RDS | 84,20 % | 79,20 % | 79,00 % | - 5,20 % |

La diminution des taux d'occupation des résidences St Filleul et Rose des Sables pèse sur le taux global. Ces deux résidences, portées chacune par un bailleur social différent, présentent des problématiques de travaux. Les résidences Bonvoisin et Trianon sont propriété de la ville de Rouen.

La participation du Département de la Seine-Maritime à l'hébergement, à travers l'aide sociale : 115 K€ (+69 % soit +47 K€, dont 29,8 K€ provenant d'un rattrapage d'aide sociale 2024/2025). Cette évolution dénote qu'une proportion plus large de résidents admis est éligible à l'aide sociale.

- La participation de la Caisse d'Allocations Familiales au logement avec les aides A.P.L. : 202,3 K€ (-3,2 % soit -6,7 K€).

Les tarifs des redevances facturées aux résidents sont calculés selon l'I.R.L. (Indice de Révision des Loyers) du 2^{ème} trimestre 2025. Le projet de budget inclut par conséquent une augmentation de toutes les redevances de

+1,04%, taux d'I.R.L. constaté sur cette période. Une délibération fixant les tarifs est présentée au Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Groupe 2 - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 476 107 € soit +35 267 €



Ce chapitre comprend :

- La subvention du budget principal du C.C.A.S. vers le budget des résidences : 851 K€, en progression de +49,1 K€ par rapport au BP 2025. Dans un contexte d'augmentation des dépenses contraintes et de diminution des taux d'occupation, la subvention du C.C.A.S. est la variable d'ajustement qui permet d'équilibrer l'activité.

Ci-dessous la répartition par Résidence :

| Résidence | BP 2024 | BP 2025 | BP 2026 | Evolution BP 25 / BP 26 |
|-----------------|------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| Bonvoisin | 105 658 € | 76 605 € | 85 811 € | 13,50 % |
| St Filleul | 178 628 € | 159 136 € | 183 375 € | 15,23 % |
| Rose des Sables | 313 440 € | 442 214 € | 453 333 € | 2,51 % |
| Trianon | 121 952 € | 124 903 € | 128 493 € | 2,87 % |
| Total | 719 678 € | 801 858 € | 837 012 € | 4,38 % |

- Les ventes de prestations, pour 431,2 K€ :
 - o Vente de repas aux résidents : 411 K€ (-0,93 % soit -3,9 K€). La diminution de ces recettes est à mettre en lien avec les taux d'occupation.
 - o Blanchissage de linges, location de chambre d'hôte et logement de fonction : 15,4 K€.
 - o Participations des résidents aux sorties : 4,8 K€.
- Les aides du Département :
 - o Forfait autonomie versé par le Département dans le cadre du C.P.O.M. (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) : 94,4 K€ (-4,4 K€) ;
 - o Subvention pour le versement du Complément de Traitement Indiciaire (C.T.I.) : 44,3 K€.
- Dans le cadre du Ségur de la santé, prévoyant la généralisation du Dossier Usager Informatisé (D.U.I.) compatible avec Mon espace santé, à l'ensemble des acteurs du secteur social et médico-social, le C.C.A.S. doit acquérir les droits d'utilisation de nouveaux logiciels « Netsoins » (D.U.I.) et « Netfactu » au lieu et place de la solution actuelle Sonate. La location des droits d'utilisation de ces nouvelles solutions qui permettront la modernisation de la gestion du parcours de santé et de facturation aux résidents, est accompagnée par l'A.R.S. avec l'attribution au C.C.A.S. de Rouen d'une aide d'un montant 75,4 K€ qui sera versée de la façon suivante : 37 708 € en 2026 (soit 50 % de la subvention), le solde en 2027. Cette subvention couvre les dépenses de mise en œuvre (notamment, les formations) et de location des droits des deux solutions pour quatre ans.
- Participation des agents aux chèques déjeuners : 9,9 K€ ;
- Participation de Newrest aux fluides dans le cadre du marché de restauration, recettes de laverie, divers autres produits de gestion : 7,5 K€.

Groupe 3 - Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 78 000 € soit +8 783 €

- Recettes d'ordre correspondant aux amortissements des subventions d'équipement perçues sur les exercices antérieurs. Cette augmentation comprend l'amortissement prévisionnel des subventions pour petits équipements à percevoir sur l'exercice 2025.

Dépenses :

Groupe 1 - Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 942 871 € soit -33 680 €

Ce chapitre correspond à l'inscription des charges suivantes :

- Les énergies (eau, gaz, électricité) : 355,5 K€, soit -25,6 K€ par rapport au BF 2025 au regard du réalisé projeté pour 2025,
- Les achats de petits matériels, de fournitures : 27,7 K€ (stable) ;
- Téléassistance : 34,5 K€,
- Les autres services extérieurs :
 - Achat des repas auprès de la société Newrest : 472,1 K€ (-3,87 % soit -19 K€). Le tarif pris en compte dans ce budget est le tarif revalorisé en juillet 2025. Le volume de repas budgété varie selon le taux d'occupation. Le tarif de vente des repas sera revalorisé dès connaissance du taux directeur maximal, publié par décret en fin d'année civile pour l'année suivante.
 - Autres services : 37,8 K€ (stable) : télécommunications (20,8 K€), animations au sein des résidences (14 K€), divers frais de mission et honoraires (3 K€).

Groupe 2 - Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 200 855 € soit +33 166 €

Le budget du personnel prend en compte les évolutions suivantes :

- La création du Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) et son ouverture à tout le territoire rouennais au 1^{er} janvier 2026 ont des conséquences dans l'organisation des résidences, qui concentraient jusqu'ici l'action des aides à domicile. Le budget des résidences 2026 reprendra certaines fractions d'E.T.P. qui étaient auparavant imputées au S.A.D. :
 - Responsables des résidences : 0,5 ETP,
 - Assistantes administratives : 0,2 ETP,
 - Agents polyvalents : 1,5 ETP.

Le coût prévisionnel pour le budget des résidences est évalué à +78,9 K€.

- Evolution du R.I.F.S.E.E.P. (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) pour tous les personnels du CCAS : +14K€,
- La refonte de l'organisation de l'animation, dorénavant portée par le budget principal du C.C.A.S. dans une approche globale d'animation en faveur des personnes âgées, résidentes au sein des résidences autonomie et usagers de la Maison des Aînés a pour conséquence une diminution de 93 K€ des dépenses afférentes au budget des résidences.
- Glissement Vieillesse-Technicité (avancements d'échelons et de grades) :11,1 K€,
- Augmentation du taux des charges C.N.R.A.C.L. au 1^{er} janvier 2026 de +3 % : 12 K€,
- Formations liées à la mise en place des logiciels Netsoins et Netfactu dans le cadre du D.U.I. (Dossier Usager Informatisé) : 10,2 K€.

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 778 151 € soit +24 716 €

Les charges de structure comprennent :

- Les frais de redevances aux bailleurs sociaux : 423,9 K€ (soit -38 K€).
 - La redevance de la Résidence Rose des Sables versée à Habitat 76 est inscrite à hauteur de 369 K€ en 2026, soit -38 K€. Cette évolution positive reflète la baisse du taux du livret A en 2025. En effet, les emprunts contractés par Habitat 76 sont indexés sur son taux,
 - La résidence Saint-Filleul est en convention de sous-location avec Seminor pour une redevance annuelle de 54,9 K€ (stable).

- La maintenance des matériels et bâtiments : 177,4 K€ (+6,7 K€).
- Divers impôts et taxes (83,2 K€) : Pour les résidences Saint Filleul et Rose des Sables, les conventions de location prévoient le paiement de l'impôt foncier par le locataire, soit 50,1 K€ pour St Filleul et 5,2 K€ pour Rose des Sables (régime dérogatoire). Les autres impôts locaux sont les taxes sur les ordures ménagères pour les quatre résidences (25,5 K€) et les droits à régler à la S.A.C.E.M. lors de la diffusion d'œuvres musicales.
- Les assurances et la documentation pour 38,2 K€ (+9,4 K€ soit +32,8 %) : assurance statutaire, multirisques, et responsabilité civile.
- Les droits d'utilisation des logiciels Netsoins et Netfactu dans le cadre de la mise en place du D.U.I. (Dossier Usager Informatisé) : 28 K€. Ces frais sont couverts par la subvention de l'A.R.S. pour 4 ans. Au-delà, le C.C.A.S. devra financer seul l'utilisation de cette suite logicielle sur ses dépenses de fonctionnement.
- Les charges de gestion et les charges exceptionnelles : 24 K€, soit +16 K€. Il s'agit de divers remboursements à des résidents ou ayant-droits, dont l'exécution a été soutenue au cours de l'exercice 2025. La gestion de dossiers d'aide sociale plus nombreux impose souvent des opérations de régularisations qui sont imputées aux comptes 75 - diverses opérations de gestion.

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 241 816 € soit +1 506 €

- Dotations aux amortissements des immobilisations.

Investissement : 256 316 € soit +1 506 €

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (stable)

Les dépôts de caution à l'arrivée des résidents sont comptabilisés dans ce chapitre. Au départ du résident, la caution est restituée selon l'état des lieux de sortie et devient une dépense d'investissement.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 241 816 € soit +1 506 €

Amortissements du matériel immobilisé.

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 78 000 € soit +8 783 €

L'augmentation des amortissements de subventions d'investissement reçues sur les exercices précédents est liée à plusieurs subventions pour petits équipements qui doivent être perçues par le C.C.A.S. en 2025.

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 37 421 € soit +3 000 €

- Remboursement des emprunts : 17,9K€. Les prêts aux Résidences Bonvoisin et Trianon ont été consentis à taux 0% et le montant du remboursement annuel est fixe.
- Remboursement des cautions des résidents à la sortie : 19,5 K€ (+3 K€).

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 10 000 € soit -25 000 €

Positionnement de crédits provisionnels au chapitre 20.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 132 895 € soit +14 723 €

Les investissements prévus au titre de l'exercice 2026 sont les suivants :

- Travaux et aménagement pour 67,6 K€ : réfections diverses, accès P.M.R., raccordement à la fibre, diverses installations,
A noter, le C.C.A.S. n'est pas propriétaire de ses résidences et n'a pas la charge des travaux lourds à

effectuer sur le bâti. Pour les résidences en gestion avec un bailleur social, les travaux lourds sont pris notamment en charge par le bailleur via la P.C.R.C. (Provision pour Couverture du Renouvellement des Composants), ou par la Ville pour les résidences appartenant à la Ville,

- Matériel de bureau et informatique : 7,8 K€ : achat de matériels informatiques
- Mobilier : 16,5 K€ : fauteuils, mobiliers, armoires,
- Divers : 41 K€ : achat de matériels de cuisine, de blanchisserie.



Ledit budget primitif est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles R.123-20 et L.315-15,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le budget primitif 2026 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget des Résidences autonomie pour l'exercice 2026, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 163 693 €.

Recettes :

Groupe 1 - Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 609 586 €

Groupe 2 - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 476 107 €

Groupe 3 - Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 78 000 €

Dépenses :

Groupe 1 - Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 942 871 €

Groupe 2 - Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 200 855 €

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 778 151 €

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 241 816 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 258 316 €.

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 241 816 €

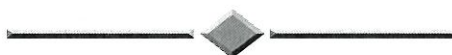
Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 78 000 €

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 37 421 €

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 10 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 132 895 €



12. Tarifs 2026 des redevances en résidences autonomie

MESDAMES, MESSIEURS,

Les résidences autonomie font partie des « établissements d'hébergement pour personnes âgées » mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

En résidence autonomie, les résidents s'acquittent d'une redevance et non d'un loyer. Celle-ci a la particularité d'être composée d'une partie « loyer et charges » et d'une partie correspondant aux prestations (notamment blanchisserie, ou diverses autres prestations), lorsque le foyer met à disposition de telles prestations.

Pour la partie « loyer et charges », les redevances maximales des conventions sont révisées, en application de l'article L. 353-9-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice de référence des loyers (IRL) du second trimestre de l'année précédente.

En conséquence, les redevances mensuelles des résidences autonomie sont revalorisées de 1,04 % à compter du 1^{er} janvier 2026 selon le taux d'IRL (Indice de Référence des Loyers) constaté au 2^{ème} trimestre 2025.

Les redevances mensuelles pour l'exercice 2026 s'établiront comme suit à compter du 1^{er} janvier 2026 :

| | TARIF 2025 | TARIF 2026 | % augm. |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|
| Rose des Sables T1 - 27 m² | 697,75 € | 705,00 € | 1,04 % |
| Rose des Sables T1 bis - 33 m² | 767,70 € | 775,65 € | 1,04 % |
| Rose des Sables T2 - 54 m² | 812,60 € | 821,05 € | 1,04 % |
| Trianon T1 - 28 m² | 427,25 € | 431,70 € | 1,04 % |
| Trianon T2 - 36 m² | 539,65 € | 545,25 € | 1,04 % |
| Bonvoisin T1 - 29 m² | 474,35 € | 479,30 € | 1,04 % |
| Bonvoisin T2 - 32 m² | 531,05 € | 536,55 € | 1,04 % |
| Bonvoisin T2 bis - 54 m² | 692,90 € | 700,15 € | 1,04 % |
| St Filleul T1 - 32 m² | 570,85 € | 576,30 € | 1,04 % |
| St Filleul T2 - 54 m² | 671,05 € | 678,05 € | 1,04 % |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L. 353-9-2 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'Indice de Référence des Loyers constaté au 2^{ème} trimestre 2025 s'élevant à 1,04 %,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux,

CONSIDÉRANT les tarifs de redevances au sein des résidences autonomie gérées par le CCAS de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, arrête les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2026 comme suit :

| | TARIF 2025 | TARIF 2026 | % augm. |
|--|------------|------------|------------|
| Rose des Sables T1 - 27 m² | 697,75 € | 705,00 € | 1,04 % |
| Rose des Sables T1 bis - 33 m² | 767,70 € | 775,65 € | 1,04 % |
| Rose des Sables T2 - 54 m² | 812,60 € | 821,05 € | 1,04 % |
| Trianon T1 - 28 m² | 427,25 € | 431,70 € | 1,04 % |
| Trianon T2 - 36 m² | 539,65 € | 545,25 € | 1,04 % |
| Bonvoisin T1 - 29 m² | 474,35 € | 479,30 € | 1,04 % |
| Bonvoisin T2 - 32 m² | 531,05 € | 536,55 € | 1,04 % |
| Bonvoisin T2 bis - 54 m² | 692,90 € | 700,15 € | 1,04 % |
| St Filleul T1 - 32 m² | 570,85 € | 576,30 € | 1,04 % |
| St Filleul T2 - 54 m² | 671,05 € | 678,05 € | 1,04 % |

13. Budget primitif 2026 - C.L.I.C. de Rouen

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les C.C.A.S. doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du C.C.A.S.

L'article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit que les E.S.S.M.S. doivent voter le budget de l'année par le conseil d'administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 du budget du CLIC des Aînés.

Les chiffres comparatifs sont présentés par rapport au budget primitif 2025.

Fonctionnement : 388 578 € +25 012 €

Recettes :

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 388 578 € soit +25 012 €

Le budget du CLIC est financé par le Département via sa dotation de fonctionnement, par des subventions sur appels à projets, et par la subvention d'équilibre versée par le budget principal du C.C.A.S.

- Dotation du Département : la poursuite de la participation du CLIC à l'expérimentation des Maisons

Départementales de l'Autonomie maintient le niveau de cette dotation à 167,8 K€ pour 2026.

- Appels à projets : les projets autour de l'accompagnement et le soutien aux aidants, la prévention de la perte d'autonomie seront financés à hauteur de 62 K€, comme l'an passé. Un accord de principe est validé avec le Département, mais le calendrier de réponse aux projets est fixé pour fin 2026.
- La subvention d'équilibre versée par le budget principal du C.C.A.S. doit être revue à la hausse de +22,7 K€, pour la porter à un montant total de 154,5 K€, notamment en vue de financer les évolutions des dépenses du personnel qui s'imposeront en 2026 et qui sont détaillées ci-dessous. Par rapport au total voté en 2025, l'augmentation s'élève cependant à +3,1 K€ au BP 2026.

En outre, la participation des agents aux tickets restaurant est évaluée à 3,3 K€ pour l'exercice 2026.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 18 512 € soit +432 €

Ce chapitre budgétaire regroupe l'ensemble des achats de fournitures et matières et divers services extérieurs, dont notamment les dépenses relatives aux activités proposées aux Aînés.

Il comprend par conséquent l'achat de carburant (0,6 K€), divers achats de consommables (1 K€), des frais de mission, dont la prise en charge du transport des agents, et de réceptions (1,6 K€), mais aussi des services extérieurs comme des frais postaux et de télécommunications (0,8 K€).

Les activités du CLIC à destination des seniors représentent la plus grande part (13,9 K€) des crédits inscrits à ce chapitre budgétaire. Ils permettront d'organiser des séances d'activités à destination du public : marche rapide, groupe des aidants, chorale...

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 330 271 € soit +23 603 €

Les dépenses de personnels évolueront à la hausse en 2026. Elles sont d'abord réévaluées à hauteur du total voté 2025, qui s'élevait à 324,5 K€, contre un montant de 306,7 K€ au BP 25, qui avait été sous-évalué. La progression par rapport au total voté 2025 se fixe par conséquent à +5,8 K€, soit +1,78%.

- Le taux de cotisation à la C.N.R.A.C.L. (Caisse de retraite des agents des collectivités territoriales) augmente de 3 % en 2026, après celle de 4 % constatée en 2025. Son coût sera d'environ 1,7 K€ pour l'exercice prochain.
- La réforme du R.I.F.S.E.E.P. (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) pour tous les agents de la Ville de Rouen et du C.C.A.S. est revue à la hausse en 2026. Le coût de cette mesure est évalué à 4 K€ pour les agents du CLIC.
- Le glissement vieillesse-technicité intègrera le changement de grade d'un agent, et occasionnera également une hausse des frais de personnel en 2026.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 35 550 € soit +1 650 €

L'augmentation des dépenses de structure est liée aux frais d'assurance, notamment des véhicules, qui ont particulièrement augmenté en 2025 et sont rehaussés en 2026 (+1,3K€). La cotisation à l'assurance statutaire, en lien avec la progression des frais de personnels, est en légère augmentation et atteint 9,4K€ (+0,4K€).

Les autres dépenses qui composent ce chapitre sont stables : quote-part des loyers et charges de la Maison des Aînés (19,5 K€), maintenance et entretien (3 K€), relations publiques (0,9 K€).



Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 245 € soit -673 €

- Dotation aux amortissements des matériels immobilisés en légère baisse en raison de l'amortissement total de certains bien acquis aux exercices antérieurs.

Investissement : 4 245 € soit -673 €

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 245 € soit -673 €

- Amortissements des immobilisations (virement de la section de fonctionnement).

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 2 000 € soit +1 500 €

- Frais de développement du nouveau site internet pour 2 000 €.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 2 245 € soit -2 173 €

Acquisitions de divers biens : matériel de bureau et informatique (1 K€), Mobilier (1 K€).

Ledit budget est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.315-15 et R.123-20,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le budget primitif 2026 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget CLIC pour l'exercice 2026, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 388 578 € :

Recettes :

Groupe II - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 388 578 €

Dépenses :

Groupe I - Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 18 512 €

Groupe II - Chapitre 012 « Charges de personnel » : 330 271 €

Groupe III - Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 35 550 €

Groupe III (ordre) - Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 245 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 4 245 € :



Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 245 €

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 2 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 2 245 €



14. Avenant n° 2 à la convention entre la Préfecture de la Seine-Maritime et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Rouen pour la transmission électronique des actes soumis au représentant de l'Etat - Autorisation signature

MESDAMES, MESSIEURS,

Le C.C.A.S. de Rouen procède à la télétransmission par voie dématérialisée des actes soumis à l'obligation de transmission au Représentant de l'Etat dans le cadre du Contrôle de légalité, selon des modalités définies contractuellement avec le Représentant de l'Etat.

Cette convention précise notamment la nature et les caractéristiques des actes transmis par voie électronique, les engagements respectifs entre le C.C.A.S. et la Préfecture pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission ainsi que le nom et les coordonnées du tiers de télétransmission.

La convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et son C.C.A.S. lui permet d'avoir le concours des services de la Ville. Ainsi, à la suite de la mutualisation des directions des Systèmes d'Information de la Ville de Rouen et de la Métropole et dans un souci de convergence des outils et des pratiques, la Ville de Rouen envisage de simplifier le processus d'élaboration des délibérations et d'aboutir à une dématérialisation complète des flux.

La Métropole Rouen Normandie ayant adhéré auprès de l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (A.D.U.L.L.A.C.T.) en tant qu'organisme mutualisant, celle-ci lui permet l'utilisation de logiciel et d'outils produits par cette association et notamment la gratuité du service de télétransmission. Parallèlement, le C.C.A.S. se doit d'y adhérer afin de maintenir des procédures internes mutuelles.

Il convient donc de modifier la convention avec le représentant de l'Etat dans le Département par voie d'avenant afin de remplacer le nom et les références du dispositif homologué.

Le dispositif qui sera utilisé se dénomme S2LOW.

Ledit avenant est annexé à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Approuver les termes de l'avenant n° 2 à la convention relative à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité conclue avec le Préfet.
- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer cet avenant n°2 à la convention entre la Préfecture de la Seine-Maritime et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen pour la transmission électronique des actes soumis au représentant de l'Etat afin de modifier le nom et les références du dispositif homologué pour la télétransmission.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'administration de Rouen en date du 28 septembre 2023 relative à l'avenant n°1 à la convention entre la Préfecture et le C.C.A.S. pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat,

VU la Délibération du Conseil d'administration de Rouen en date du 10 mars 2016 relative à l'organisation de la télétransmission des actes du C.C.A.S. de Rouen - Contrôle de légalité,

VU le projet d'avenant n° 2,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. bénéficie du concours des services de la Ville de Rouen,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. a conclu une convention avec le Représentant de l'Etat dans le Département pour procéder à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité,

CONSIDÉRANT que cette convention mentionnait notamment le nom et les coordonnées du dispositif homologué par le ministère de l'Intérieur pour la télétransmission des actes au Contrôle de légalité,

CONSIDÉRANT la mise en place de la simplification du processus de dématérialisation par la Ville de Rouen,

CONSIDÉRANT qu'il faudra recourir à un nouveau dispositif homologué de tiers de télétransmission,

CONSIDÉRANT qu'il convient, dès lors, de modifier par la voie d'un avenant la convention conclue avec le Représentant de l'Etat.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES,

- Approuve les termes de l'avenant n° 2 à la convention relative à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité conclue avec le Préfet,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer cet avenant n°2 à la convention entre la Préfecture de la Seine-Maritime et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen pour la transmission électronique des actes soumis au représentant de l'Etat afin de modifier le nom et les références du dispositif homologué pour la télétransmission.



15. Convention de mise à disposition de moyens au titre du Programme de Réussite Éducative - Autorisation signature

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Programme de Réussite Éducative (P.R.E.), initié par l'État dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale de janvier 2005, s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans présentant des signes de fragilité ou ne bénéficiant pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à leur développement, sur les territoires prioritaires de la politique de la Ville.



À Rouen, la gestion financière et administrative du P.R.E. est assurée par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), tandis que la gestion opérationnelle du programme est confiée à la Direction de l'Enfance et de l'Éducation de la Ville de Rouen.

Compte tenu des moyens spécifiques mobilisés par la Ville au titre du Programme de Réussite Éducative, il est nécessaire d'actualiser et de renouveler la convention avec le C.C.A.S., adoptée par le Conseil Municipal lors de sa séance du 2 octobre 2025.

L'actualisation concerne plusieurs domaines :

- Le montant des rémunérations (salaires et charges sociales) de deux coordonnateurs, de deux référentes de parcours et d'un chef de projet (à hauteur de 10 %) versé par la Ville sera refacturé annuellement au mois de décembre au C.C.A.S., sur présentation d'un titre de recette et d'un état récapitulatif des salaires. La convention est accompagnée d'annexes détaillant les conditions de mise à disposition de personnel municipal auprès du C.C.A.S.
- Les locaux municipaux, les équipements informatiques, d'impression et téléphoniques seront mis à disposition à titre gratuit par la Ville de Rouen au C.C.A.S.
- La participation financière de la Ville versée au C.C.A.S. au titre du P.R.E. est intégrée dans la subvention globale d'équilibre versée au C.C.A.S.

La présente convention prend effet le 1er janvier 2025 et est conclue pour une durée d'un an et sera renouvelée par tacite reconduction sans pouvoir excéder 3 ans.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de mise à disposition de moyens au titre du P.R.E.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et son article L.2121-29,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.512-6 et suivants,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

VU la Délibération du Conseil Municipal du 2 octobre 2025,

VU les Conventions de mise à disposition de moyens et de personnels municipaux au titre du programme de réussite éducative jointes en annexe,

CONSIDÉRANT que la Ville soutient le Programme de Réussite Éducative comme axe fort de sa politique éducative,

CONSIDÉRANT que la gestion opérationnelle de ce programme est confiée à la Direction de l'Enfance et de l'Éducation (Ville de Rouen),

CONSIDÉRANT que sa gestion administrative et financière est assurée par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.),

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. remboursera à la Ville le coût des moyens humains mis à disposition au vu des justificatifs qui seront présentés,



CONSIDÉRANT que la Ville participera financièrement,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser et de renouveler la convention de mise à disposition des moyens apportés par la Ville au C.C.A.S., pour une durée d'un an avec tacite reconduction ne pouvant excéder trois ans.

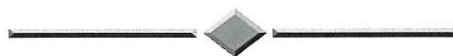
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de mise à disposition de moyens au titre du P.R.E.,
2. autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition d'agents,
3. précise que les dépenses et recettes en résultant seront imputées respectivement au chapitre 011 (charges à caractère général) et 012 (charges de personnel et frais assimilés), selon la nature des dépenses réalisées.

Madame Martine LELAIT demande si le Programme de Réussite Éducative (P.R.E.) est porté par la Ville ou bien par le C.C.A.S.

Madame la Directrice explique que le P.R.E. peut être porté soit par une caisse des écoles, un groupement d'intérêt public ou un C.C.A.S. C'est ce dernier qui a été désigné. La question de la direction de rattachement a été posée. La Direction de l'Enfance et de l'Éducation a été choisie compte tenu du lien fort avec les écoles, les centres de loisirs.

Madame la Vice-Présidente complète en mentionnant que le Programme de Réussite Éducative correspond au volet éducatif du contrat de Ville.



16. Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens service prestataire

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (S.A.A.D.), nommé « Prestataire », qui fusionnera, au 1^{er} janvier 2026, avec le Service de Soins Infirmiers à Domicile (S.S.I.A.D.) pour former un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) mixte.

L'ambition du virage domiciliaire est de répondre au souhait des Français de pouvoir vieillir chez eux en renforçant durablement et profondément l'accompagnement à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes en situation de handicap.

Dans ce cadre, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022, en réorganisant le secteur du domicile et en réformant le financement des services, vise à favoriser les conditions d'un accompagnement de qualité pour les personnes qui en ont besoin.

Le service Prestataire a été sélectionné dans le cadre de l'appel à candidatures organisé par le Département en vue d'attribuer une dotation complémentaire aux services d'aide et d'accompagnement à domicile, permettant de mettre en œuvre des actions améliorant la qualité du service rendu aux bénéficiaires.



Ainsi, le service doit s'engager dans un processus de contractualisation avec le Département. Ce processus doit conduire à la signature, au plus tard un an après la notification des résultats de l'appel à candidatures, d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.), précisant, notamment, les conditions de mise en œuvre de la dotation complémentaire pour le service.

Le C.P.O.M. permet de mettre en cohérence les objectifs du S.A.A.D. avec les priorités définies par le Département en matière de prévention de la perte d'autonomie et de maintien à domicile.

Ainsi, conformément à la réponse à l'appel à candidatures, le S.A.A.D. s'engage, à l'atteinte des objectifs prioritaires définis par le Département suivants :

- Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités,
- Améliorer la qualité de vie au travail (Q.V.T.) des intervenants.

En contrepartie de la réalisation des objectifs fixés, les moyens attribués au C.C.A.S. par le Département et leur évolution sur la durée du contrat sont définis dans le C.P.O.M.

Le contrat définit les modalités de calcul du montant total de financement comprenant la valorisation financière de l'activité réalisée et des objectifs relatifs au territoire, au public accompagné et au volume d'intervention.

Le montant de la dotation complémentaire pour le service par année est estimé au chapitre 5.2.1 du CPOM.

La dotation concerne uniquement les heures des bénéficiaires d'aides départementales (Allocation Personnalisée d'Autonomie, Prestation de Compensation du Handicap, et aide-ménagère).

La dotation sera versée au service Prestataire de la manière suivante :

- Un versement d'un acompte à hauteur de 80 % du calcul de la dotation. Ce versement sera effectif dès la signature du contrat puis au mois de janvier des années suivantes,
- Les 20 % restants au titre du calcul de la dotation seront régularisés sous réserve de l'atteinte des engagements et de l'activité du service. Ils seront appréciés sur la base des éléments transmis par le service prestataire au plus tard le 30 juin de l'année N+1 et contrôlés à l'issue du dialogue de gestion.

Le CPOM pourra faire l'objet d'un avenant ou être modifié dans le cadre de la création du S.A.D.

Ainsi, le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens doit être signé pour permettre de percevoir la dotation.

Ledit C.P.O.M. est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 313-11, L. 313-11-1, L. 313-1-2, L.313-1-3, L. 347-1, D. 312-6 à D. 312-6-2,

VU le Décret n° 2017-705 du 2 mai 2017 relatif aux évaluations des activités et de la qualité des services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant du 6°, 7° ou 16° du I de l'article, L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Décret n° 2019-457 du 15 mai 2019 relatif à la répartition et l'utilisation des crédits mentionnés au IX de l'article 26 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 visant à la préfiguration d'un nouveau modèle de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile,

VU l'Arrêté du 30 décembre 2022 relatif au tarif minimal mentionné au I de l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles et fixant son montant pour 2025,

VU l'Instruction NDGCS/SD5C/2017/96 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre de l'Arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat d'objectifs et de moyens (C.P.O.M.) prévu au IV ter de l'article L.313-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles et à l'articulation avec le C.P.O.M. prévu à l'article L.313-12-2 du même Code, notamment son annexe 4,

VU les recommandations de bonnes pratiques professionnelles de la Haute Autorité de Santé (H.A.S.) relatives aux services d'aide et d'accompagnement à domicile,

VU le schéma unique des solidarités 2023-2027,

VU le schéma régional de santé prévu à l'article L. 1434-2 du Code de la Santé Publique,

VU l'agrément du 11 Janvier 2012 valant autorisation de fonctionner du S.A.A.D.,

VU le règlement départemental d'aide sociale en vigueur,

VU l'Arrêté départemental n°2024-007 en date du 22 janvier 2024 fixant les tarifs de référence départementaux de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (A.P.A.) et la Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.),

VU les résultats de l'appel à candidatures organisé en vue de l'attribution de la dotation complémentaire mentionnée à l'article L.314-2-1 du Code de l'action sociale et publiés le 22 avril 2025,

VU la Délibération du Conseil Départemental approuvant le C.P.O.M. et autorisant le Président du Conseil Départemental à le signer,

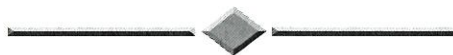
CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère un S.A.A.D., qui fusionnera avec le S.S.I.A.D. au 1er janvier 2026, pour devenir S.A.D.,

CONSIDÉRANT la possibilité de signer un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) avec le Département pour définir les engagements du S.A.A.D. et du futur S.A.D. en matière de qualité des prestations, et de qualité de vie au travail des professionnels, et obtenir en contrepartie une dotation complémentaire,

CONSIDÉRANT que le S.A.A.D. et le S.S.I.A.D. sont déjà engagés dans l'atteinte des objectifs fixés dans le C.P.O.M. ci-annexé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) du service Prestataire.



17. Convention de partenariat entre le C.C.A.S. de Rouen et l'association Unis-Cités

MESDAMES, MESSIEURS,

L'association Unis-Cités, ayant pour objectif d'animer et de développer des programmes de service civique volontaire pour les jeunes, propose, en partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen, de mener, par l'intervention de volontaires en service civique, des actions en faveur des personnes hébergées dans



les résidences autonomie. Ces actions menées en équipe pendant huit mois à raison de 28 heures par semaine répondent à plusieurs objectifs : renforcer le lien intergénérationnel, apporter une aide pour l'utilisation des outils numériques, rompre l'isolement, favoriser le bien-être et le bien-vivre des personnes âgées dans leur environnement et contribuer à préserver l'autonomie et le maintien à domicile des jeunes qui vivent chez elles. Le Centre Communal d'Action Sociale devra identifier un référent dans chacune des 4 résidences. De même, les thématiques répondant aux besoins des résidents seront coordonnées et des outils de suivi seront mis en place.

Ainsi, les jeunes volontaires pourront dans ce cadre et selon les modalités définies par leur référent assurer les missions suivantes (non exhaustives) :

- Des visites de courtoisie à domicile pour les seniors qui souhaitent partager des moments de convivialité,
- Des activités collectives ludiques et créatives,
- Des ateliers bien-être / détente et apprentissage de petits gestes au quotidien pour préserver la forme et la motricité,
- Aide à la promenade.

Les services proposés dans ce cadre seront gratuits pour les seniors bénéficiaires.

La 1^{ère} année d'expérimentation au sein des résidences La Rose des Sables et Trianon a permis de tirer un bilan très positif, tant de la part des volontaires et encadrants de l'association Unis Cité, des résidents, que des professionnels.

Ainsi, les résidences autonomie sont favorables au renouvellement de l'accueil de 2 équipes de 4 jeunes, une journée par semaine (hors vacances scolaires), en alternance entre les résidences La Rose des Sables et Trianon d'une part, et Bonvoisin et Saint Filleul d'autre part. Leurs interventions seront consacrées à de l'animation collective, préparée en amont, et des temps de lien social individuels avec les résidents ciblés par les professionnels de la résidence.

Les assistantes de convivialité seront identifiées comme référentes et principales interlocutrices de l'encadrant des jeunes au sein du dispositif.

Ce partenariat est sans coût financier pour le C.C.A.S.

La présente convention définit dans ses articles, les modalités d'organisation, les engagements respectifs, les moyens engagés par le C.C.A.S. de Rouen, les modalités de suivi et de bilan, la durée ainsi que les modifications, renouvellement et rupture de la convention.

La convention est conclue pour une durée qui prendra effet à la date de signature jusqu'à la fin de la mission des volontaires, à savoir le 11 juin 2026.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et en particulier l'article R.123-20

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU l'article R.123-20 du CASF ainsi que le projet de convention,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul),

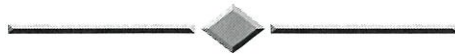
CONSIDÉRANT que la lutte contre l'isolement, et le développement des liens intergénérationnels font partie des objectifs des résidences autonomie,



CONSIDÉRANT que les métiers du grand âge représentent un secteur en tension, dont les besoins sont croissants.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve les termes de la convention de partenariat avec l'Association Unis-Cités pour une durée qui prendra effet à la date de signature jusqu'à la fin de la mission des volontaires, à savoir le 11 juin 2026,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'association Unis-Cités.



18. Demande de subvention de fonctionnement du CLIC des Aînés au Département pour l'année 2026

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis 2004, le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) des Aînés de Rouen propose aux rouennais de plus de 60 ans un guichet unique d'accueil, d'information et d'orientation afin de répondre aux problématiques en lien avec l'avancée en âge.

Il assure également sur son territoire, un rôle de coordination et de mise en réseau des différents acteurs intervenant auprès de ce public.

Le CLIC accueille les personnes âgées rencontrant des problématiques en lien avec le vieillissement, la perte d'autonomie et le maintien à domicile. Il propose la mise en place d'un accompagnement personnalisé et de proximité en s'adaptant aux demandes et aux besoins des usagers.

En parallèle, le CLIC développe chaque année un programme local de prévention à la perte d'autonomie en lien avec les priorités définies par le Département de Seine-Maritime et le C.C.A.S de Rouen telles que la promotion de l'activité physique adaptée, la lutte contre l'isolement ou encore l'aide aux aidants.

Depuis 2023, le CLIC est engagé dans une expérimentation avec le Département dans le cadre du déploiement futur des Maisons Départementales de l'Autonomie et des Aidants. Cette expérimentation se poursuivra en 2026.

Depuis sa création, le CLIC est géré financièrement et administrativement par le C.C.A.S de Rouen. Il est en partie subventionné par le Département de Seine-Maritime auquel il est lié par une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens.

Ladite demande de subvention est annexée.

Afin de permettre au CLIC de poursuivre et de développer son activité, il est proposé au Conseil d'Administration de solliciter auprès du Département de Seine-Maritime, une subvention pour le CLIC des Aînés de Rouen d'un montant de 167 814€ pour l'année 2026 et d'autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tout document y afférent.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN Pour l'autorité compétente par délégation



VU l'Article R 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Famille,

VU la Loi n°2002-2 DU 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens signée par le CLIC avec le Département de Seine Maritime,

CONSIDÉRANT, que le C.C.A.S de Rouen sollicite chaque année le Département dans le cadre de la demande de subvention d'exploitation du CLIC,

CONSIDÉRANT, que chaque organisme gestionnaire s'engage, dans ce cadre, à présenter annuellement au Département les comptes administratifs de l'année écoulée ainsi que le budget prévisionnel de l'année en cours approuvé par le Conseil d'Administration de l'organisme gestionnaire du CLIC.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, sollicite auprès du Département de Seine-Maritime une subvention pour le CLIC des Aînés de Rouen d'un montant de 167.814€ pour l'année 2026 et autorise Monsieur le Président ou C.C.A.S. ou son représentant à signer tout document y afférent.



19. Convention de partenariat entre le CLIC et l'A.S.P.T.T.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) des Aînés est un service d'accueil, d'information et d'orientation pour les personnes âgées de plus de 60 ans et leurs familles, géré par le C.C.A.S de Rouen. Il est situé au sein de la Maison des Aînés, lieu réunissant l'ensemble des services de loisirs, d'hébergement, d'accompagnement social et de lutte contre l'isolement en faveur des rouennais âgés. Le CLIC des aînés met en place un programme annuel de prévention face à la perte d'autonomie afin de lutter contre l'isolement et la sédentarité des personnes âgées. Ce programme propose tous les mois un ensemble d'activités sportives et de bien-être, dans les différents quartiers de la Ville.

L'ASPTT, Association loi 1901, dont le siège est situé 35 rue du Pré-de-la-Bataille à Rouen, propose une offre d'activités sportives adaptées à tous les publics dont notamment les seniors.

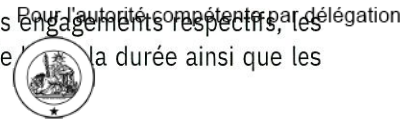
Depuis plusieurs années, le CLIC des Aînés s'associe à l'ASPTT afin de proposer aux seniors rouennais des activités sportives et de bien-être telles que le Tai chi, le Self défense, le yoga, le pilâte, la sophrologie...Le programme des activités est défini et revu chaque année entre les deux parties en tenant compte des souhaits exprimés par le public âgé.

L'organisation de ces activités se décline comme telle :

- 2 séances d'une heure par mois en dehors des vacances scolaires,
- 4 séances d'une heure par semaine durant les vacances d'été,
- 5 demi-journées de sport intergénérationnel prévues sur l'année lors des stages sportifs des petites vacances,
- Participation à la manifestation « Le Sport Donne Des ELLES » avec une demi- journée « Sport Séniors ».

Ce partenariat est sans incidence financière pour le C.C.A.S.

La présente convention définit dans ses articles, les modalités d'organisation, les moyens engagés par le C.C.A.S de Rouen et l'ASPTT, les modalités de suivi et de la durée ainsi que les modifications, le renouvellement et la rupture de la convention.



La convention prend effet à la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2026, avec tacite reconduction, sauf résiliation par l'une des parties.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S de Rouen gère le CLIC des Aînés,

CONSIDÉRANT que la prévention de la perte d'autonomie et le développement des liens intergénérationnels font partie des objectifs du CLIC des Aînés.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S ou son représentant, à signer la convention de collaboration avec l'ASPTT représentée par Monsieur Didier RHEE, en sa qualité de Directeur général.

Madame Martine LELAIT fait remarquer que la convention est mal formulée, que le CLIC est représenté par le C.C.A.S. et non le contraire. La convention sera donc modifiée en ce sens.



20. Demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités - Domiciliation - Autorisation signature

La domiciliation administrative permet à des personnes qui n'ont pas de domicile stable, au sens où ils n'ont pas un accès constant et confidentiel à leur courrier, de disposer d'une adresse. Cette adresse leur permet d'accéder à leurs droits civiques (délivrance d'un titre national d'identité, inscription sur les listes électorales...) et sociaux (prestations sociales...).

La domiciliation est un élément essentiel de la lutte contre le non-recours aux droits et pour la sécurisation des démarches (réception de convocations, etc.), et, par conséquent, de lutte contre la pauvreté.

Les C.C.A.S exercent de plein droit la compétence domiciliation.

A Rouen, le service (2 ETP) traite en moyenne 150 demandes de domiciliation mensuelles, auxquelles s'ajoute la distribution du courrier (1 500 passages mensuels).

En 2023, pour la première fois, l'État a accordé au C.C.A.S de Rouen un soutien financier de 37 500 € dans le

cadre d'un appel à manifestation d'intérêt visant à soutenir les C.C.A.S. augmentant le nombre de personnes ayant accès au service ou améliorant l'accompagnement social des personnes domiciliées.

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités a confirmé le renouvellement du financement de l'action pour 2025.



Les crédits dédiés au C.C.A.S. de Rouen sont fixés à 28 592 € correspondant à 19,39 % du coût global de l'action.

Le dossier de demande de subvention est annexé.

Le Conseil d'Administration est invité à solliciter une demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'un montant de 28 592 € pour le fonctionnement 2025 de la Domiciliation.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles R.123-20 et suivants,

VU la note d'information N° DGCS/SD1B/2018/56 du 5 mars 2018 relative à l'instruction du 10 juin 2016 relative à la domiciliation des personnes sans domicile stable,

CONSIDÉRANT les moyens importants et qualitatifs dédiés par le C.C.A.S. pour domicilier les personnes sans résidence stable sur notre territoire,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la demande de subvention d'un montant de 28 592 € auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement 2025 de la Domiciliation ainsi que la convention financière qui en découlera,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».

Monsieur Jean-Pierre TRÉDET demande si le montant de la subvention traduit une hausse de la précarité.

Madame la Vice-Présidente répond par l'affirmative.



21. Demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités - Chaloupe - Autorisation signature

La Chaloupe est un accueil de jour ouvert au public du lundi au vendredi de 9 h 30 à 16 h 30.

La structure a pour objectifs :

- d'offrir un accueil individualisé à des personnes en grandes difficultés sociales ayant dormi dehors, dans un cadre d'hébergement d'urgence ou étant hébergées de manière précaire (amis, squat, voiture...),
- de proposer des activités permettant de s'alimenter, se reposer, retrouver sa dignité, accéder à ses

droits et tisser des liens sociaux et accéder aux soins.

La Chaloupe est également service instructeur dans le cadre du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation Urgence (S.I.A.O.) et Mise à l'Abri pour les personnes qui fréquentent la structure.



Description :

- Offrir une prestation repas en lien avec le C.H.U. du lundi au vendredi,
- Offrir une possibilité d'accompagnement pour des demandes de soins, pour améliorer les conditions d'hébergement, pour accéder aux droits,
- Organiser des activités diversifiées pour donner envie d'améliorer ses conditions de vie,
- Organiser des rencontres entre les bénéficiaires et des professionnels de santé (thèmes prévus : les infections sexuelles transmissibles, la prévention de la tuberculose, les dépendances...),
- Organiser des permanences hebdomadaires assurées par l'U.M.A.P.P., le C.H.S.R., Emergences, l'U.M.A.S., Inser'Santé, la Boussole.

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités a confirmé le renouvellement du financement de l'action pour 2025.

Sa contribution financière est fixée à 130 000 € correspondant à 24,10 % du coût global de l'action.

Le dossier de demande de subvention est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles R.123-20 et suivants,

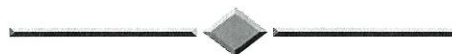
CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. dans le parcours 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du ministère de la cohésion des territoires.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la demande de subvention avec la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2025,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».

Madame Martine LELAIT demande des précisions quant au budget de la Chaloupe, les repas étant fournis par le Centre Hospitalier Universitaire de Rouen.

Madame la Responsable du Service Administratif et Financier précise que le prix du repas est fixé par convention.



22. Convention de subvention accordée par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de l'année 2025 - Chaloupe - Autorisation signature

La Chaloupe est un accueil de jour ouvert au public du lundi au vendredi de 9 h 30 à 16 h 30.

La structure a pour objectifs :

- d'offrir un accueil individualisé à des personnes en grandes difficultés sociales ayant subi ou souffrant, dans un cadre d'hébergement d'urgence ou étant hébergées de manière précaire (squat, voiture...),
- de proposer des activités permettant de s'alimenter, se reposer, retrouver sa dignité, accéder à ses droits et tisser des liens sociaux et accéder aux soins.

La Chaloupe est également service instructeur dans le cadre du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation Urgence (S.I.A.O.) et Mise à l'Abri pour les personnes qui fréquentent la structure.

Description :

- Offrir une prestation repas en lien avec le C.H.U. du lundi au vendredi,
- Offrir une possibilité d'accompagnement pour des demandes de soins, pour améliorer les conditions d'hébergement, pour accéder aux droits,
- Organiser des activités diversifiées pour donner envie d'améliorer ses conditions de vie,
- Organiser des rencontres entre les bénéficiaires et des professionnels de santé (thèmes prévus : les infections sexuelles transmissibles, la prévention de la tuberculose, les dépendances...),
- Organiser des permanences hebdomadaires assurées par l'U.M.A.P.P., le C.H.S.R., Emergences, l'U.M.A.S., Inser'Santé, la Boussole.

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités propose au C.C.A.S. de Rouen une convention d'une durée d'un an du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025 d'un montant de 130 000 € correspondant à 24,10 % du coût global de l'action.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles R.123-20 et suivants,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. dans le parcours 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du ministère de la cohésion des territoires,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention encadrant la subvention d'un montant de 130 000 €, subvention accordée par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement 2025 de la Chaloupe,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



23. Convention de collaboration C.C.A.S. de Rouen - EDF - Autorisation signature

La précarité énergétique touche de plus en plus de ménages, le C.C.A.S. est intervenu à hauteur de 19 566 € pour l'énergie en 2024 au titre des Allocations Communales de Solidarité.

Afin de renforcer l'accompagnement mis en place par le C.C.A.S. de Rouen auprès des Rouennais en situation de précarité énergétique, il a été signé en 2021 une convention de partenariat visant à permettre aux usagers :

Des Rouennais en situation de précarité énergétique
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

- de bénéficier d'actions de prévention permettant la maîtrise des consommations
- de connaître les différents dispositifs et procédures d'aide en matière d'énergie, d'être informés et orientés vers les différents partenaires habilités à constituer les dossiers.



Il est proposé au Conseil d'Administration de renouveler cette convention selon les engagements communs suivants :

- Informer les travailleurs sociaux et les agents du C.C.A.S. sur le dispositif solidarité et sur la facturation des clients d'E.D.F.,
- Informer le public sur la maîtrise de la demande d'énergie et sur les gestes simples d'économie d'énergie,
- Être fédérateur d'un réseau de partenaires et d'intervenants gravitant autour des familles en difficulté en favorisant la rencontre de partenaires et la mise en place d'actions communes de prévention,
- Informer le public de ses droits sur l'accompagnement dans l'obtention du chèque énergie et le maintien de la fourniture durant l'instruction d'une demande d'aide,
- Préciser les modalités de partenariat entre le C.C.A.S. et E.D.F. concernant le versement des aides financières d'énergie à destination des clients E.D.F. en situation de précarité,
- Permettre une relation directe entre le C.C.A.S. et l'équipe Solidarité E.D.F. via une ligne téléphonique dédiée, et un Portail d'Accès aux Services Solidarité d'E.D.F.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle pourra être renouvelée chaque année par tacite reconduction pour une durée d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 ans.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Au vu de ces éléments, le Conseil d'Administration est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention avec E.D.F.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Projet de convention de collaboration entre E.D.F et le C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT la convention de collaboration entre E.D.F. et le C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT le travail d'accompagnement des travailleurs sociaux du C.C.A.S. de Rouen afin de prévenir les coupures d'énergie,

CONSIDÉRANT la nécessité d'informer le public de ses droits sur l'accompagnement, le maintien de la

fourniture durant l'instruction d'une demande d'aide et d'être fédérateur d'un réseau de partenaires d'intervenants en faveur des familles en difficulté.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de collaboration entre le C.C.A.S. et E.D.F.



Madame la Directrice précise que le conventionnement sera à étendre si d'autres prestataires proposent le même dispositif.

Madame Martine LELAIT souhaite que ce type de conventionnement soit proposé par la Métropole concernant les factures d'eau.



Points divers :

Lors de cette séance Madame la Vice-Présidente a abordé les sujets suivants :

- **La réforme de l'aide à domicile :** l'Agence Régionale de Santé et le Département de Seine-Maritime imposent au C.C.A.S. de fusionner le S.S.I.A.D. et le service Prestataire en un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.).

Jusqu'alors les aides à domicile interviennent dans les résidences autonomie. Désormais, elles devront également intervenir hors résidences. Ainsi, la création du S.A.D. a des incidences sur l'organisation des résidences.

Compte tenu du choix de prioriser la sécurité et ainsi garantir une présence 7 jours/7 et 24h/24, et de ne pas impacter la subvention d'équilibre, il est proposé de diminuer le temps d'assistante de convivialité au niveau financé par le Département (soit un mi-temps / résidence) et d'augmenter le temps d'agents polyvalents et de gardien.

Il est envisagé parallèlement de renforcer le temps d'animation au niveau de la Maison des Aînés au bénéfice également des résidences.

Des rencontres avec les agents ont eu lieu et sont en cours avec les résidents.

L'application de cette réorganisation est fixée au 01/01/2026, avec un passage au Comité Social Territorial préalable le 27/11/2025 et une présentation au prochain Conseil d'Administration.

- **Services Actions et Insertion Sociales :** 2 cadres sont absentes, des tensions fortes à l'Accueil général et à la Domiciliation.
- **Fermeture de la Cyberbase** depuis cet été, en raison d'absence. Un rapprochement avec le Centre Social Diana Armengol-Markarian et la France Services est réalisé. Un travail est en cours pour ouvrir la Cyberbase (ateliers, permanences).
- **Le bus Cœur des Femmes :** durant 3 jours, du 15 au 17/11, le bus accueille gratuitement, place des Emmurées, les femmes inscrites au préalable pour un dépistage cardio-vasculaire et gynécologique.
- **Le Noël Solidaire** se déroulera le 19 décembre à l'Hôtel de Ville.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 16h22.



Date du prochain Conseil : 12 décembre 2025.

Présidente de séance



Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Secrétaire de séance



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S.